

SOMMAIRE

Villes

- 1) « Alfortville / Carvounas (PS) prêt à accueillir les migrants » - Le Parisien
- 2) « Le Perreux / Les collégiens courent contre le cancer » - Le Parisien

Département

- 1) « Plus de 3500 contrôles routiers cet été en Val-de-Marne » - 94 Citoyens
« Les territoires ont besoin de savoir où l'on va » - Le Parisien
- 2) « Laure Thibault prend la tête des Jeunes Républicains 94 » - Le Parisien

Région / Régionales

- 1) « A Paris, un incubateur géant pour booster les quartiers Nord » - Les Echos

Politique nationale

- 1) « Les candidats de la primaire à droite à l'épreuve des régionales » - Les Echos
- 2) « Larcher s'attaque à l'encombrement législatif » - Le Figaro
- 3) « Les dossiers chauds de la rentrée » - La Gazette
- 4) « François Hollande attendu au tournant sur les réformes » - Les Echos
- 5) « Accessibilité des lieux aux handicapés : le couperet se rapproche » - Les Echos
- 6) « Numérique : le rapport qui bouscule le droit du travail » - Les Echos
- 7) « 13 nouvelles « super régions » plus fortes oui mais... » - La Tribune
- 8) « Les services déconcentrés s'adaptent à la nouvelle carte » - La Tribune
- 9) « Bercy va revoir à la hausse du coût du CICE en 2015 » - Le Figaro
- 10) « Brèves » - Les Echos

Ouverture et curiosités

- 1) « Rémunérations des patrons : qui décide de quoi ? » - Les Echos
- 2) « Recruter des étudiants motivés pour animer les nouvelles activités périscolaires » - La Gazette
- 3) « Réfugiés : la mobilisation s'accélère » - Les Echos
- 4) « Les Européens tentent de trouver une réponse à la colère des agriculteurs » - Les Echos
- 5) « Comment les pays de l'OCDE préparent l'avenir » - Les Echos

Villes

« Alfortville / Carvounas (PS) prêt à accueillir les migrants » - Le Parisien

ALFORTVILLE

Carvounas (PS) prêt à accueillir des migrants

■ Il est le premier du Val-de-Marne à prendre position. Hier matin, Luc Carvounas, sénateur et maire PS



d'Alfortville, a annoncé la solidarité de sa ville avec les migrants. Une décision en réponse à l'appel lancé par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Ainsi, en tant que président de l'office HLM de la ville, Logial-OPH, il a demandé aux services de regarder les possibilités. « Deux ou trois appartements » peuvent abriter des familles de migrants. « C'est dans l'ADN d'Alfortville d'accueillir et d'accompagner les personnes en grande précarité », insiste l'élu, sensible à la question. « Mes grands-parents ont fui au siècle dernier les persécutions turques et sont arrivés en France », rappelle-t-il.

► Lire aussi le *Fait du jour*, p. 2 à 4.

« Le Perreux / Les collégiens courent contre le cancer » - Le Parisien

LE PERREUX

Les collégiens courent contre le cancer

■ Leurs actions en mars avaient déjà marqué les habitants du Perreux. Les collégiens de Pierre-Brossolette repartent en guerre contre le cancer des enfants en participant demain à la Course de rentrée. Depuis plusieurs mois, ils se mobilisent au profit de l'association Imagine for Margo. Une association que les élèves et leur professeur de maths ont rebaptisée Imagine for Margo et Pierre (du nom de leur camarade décédé il y a un an). En plus de courir pour l'association, les collégiens organisent demain une course pour les enfants.

Demain, retrait des dossards à partir de 8 heures. Courses de 7,6 et 15 km. Rue de la prairie au Perreux. Renseignements sur www.course-organisation.fr.

► Vidéo : Les collégiens déjà mobilisés en mars. www.leparisien.fr/le-perreux-sur-marne-94170/video-les-collégiens-mobilises-face-au-cancer-au-perreux-27-03-2015-4643571.php.

Département

« Plus de 3500 contrôles routiers cet été en Val-de-Marne » - 94 Citoyens

Alors que le département a connu plusieurs accidents de la route meurtriers depuis ce début 2015, les opérations policières se sont intensifiées durant les weekends de l'été, qui ont donné lieu au contrôle de 3455 véhicules dont 145 deux-roues, 3286 véhicules légers, 1 poids lourd et 23 véhicules de transport en commun.

Des sanctions ont été engagées contre 656 infractions (568 contraventions et 88 délits).

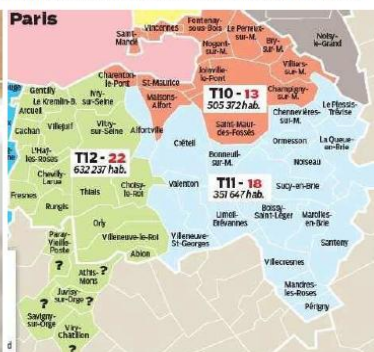
« Dans le Val-de-Marne, 40% des victimes d'accidents mortels sont des piétons », rappelle la préfecture.

« Les territoires ont besoin de savoir où l'on va » - Le Parisien

DÉCOUPAGE TERRITORIAL

« Les entreprises ont besoin de savoir où l'on va »

Gérard Delmas, président de la Chambre de commerce et d'industrie du 94



Créteil, hier matin. Gérard Delmas, président de la CCI du Val-de-Marne, craint la période de flou qui va suivre la mise en place de la métropole du Grand Paris en ce qui concerne les territoires du 94 (voir infographie ci-dessus). (LPA/V. et LPA/Infographie)

PLUS QUE QUATRE MOIS et la métropole du Grand Paris sera là. Mais les nouveaux territoires présentés à la mi-juillet heurtent toujours plusieurs élus. Certains étaient reçus hier à Matignon. Qu'en est-il du monde économique ? Gérard Delmas, président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Val-de-Marne, se prononce.

Que pensez-vous du découpage du Val-de-Marne en trois territoires présenté mi-juillet ?
GÉRARD DELMAS. C'est une bonne chose que des territoires s'or-

ganisent un peu, avec une taille d'un bon niveau de 300 000 à 600 000 habitants. Je m'interroge cependant sur la pertinence de la métropole par rapport à la région. Au final, on a rajouté une strate, alors qu'on a besoin de simplification et de lisibilité. On le voit bien aujourd'hui, des concurrences malsaines se jouent entre les différentes instances et on n'avance pas. **Comprenez-vous les réticences de certains élus opposés à des mariages forcés ?**
Ces territoires ne sont pas tous iden-

tiques. L'Ouest est historiquement très industriel avec deux pôles économiques, Orly et Villejuif. C'est cohérent que le Val-de-Bièvre, Seine Amont et Grand Orly soient réunis. L'ex-Actep était plutôt une addition de villes plus résidentielles mais avec deux poumons économiques Val-de-Fontenay et Champigny où existe un gros foncier. On va les aider à se structurer. Le dernier territoire est plus compliqué entre le Plateau briard au cadre de vie agréable, le Haut-Val-de-Marne et Plaine Centrale. C'est un vrai challenge. Certains maires avaient l'habitude de travailler ensemble. D'autres n'ont pas fait cet effort et vont devoir s'y mettre, vite pour ne pas prendre du retard.

N'y a-t-il pas un risque pour le développement économique ?
Je crains une période blanche, de flou, le temps que tout se mette en place. Les responsables politiques doivent y être sensibles pour que la vie continue, les collectivités sont génératrices de nombreux marchés. Il faudra très vite savoir comment s'organiser ces territoires. Le mille-feuille fait peur. Les entreprises ont besoin de savoir où l'on va. Les années futures sont cruciales.

Propos recueillis par AGNÈS VIVES

Grand Paris : les maires de l'agglomération Seine-Amont gardent espoir

« Les projets de décrets relatifs aux périmètres sont susceptibles d'être modifiés. » En clair, la carte des futurs territoires du Grand Paris n'est pas encore arrêtée. C'est ce que Matignon a indiqué aux représentants de la communauté d'agglomération Seine-Amont (Casa), hier. Les maires de Vitry, Ivry, Choisy et Valenton étaient reçus à 15 heures pour exprimer leur colère : le périmètre dévoilé le 10 juillet regroupe Seine-Amont, Val-de-Bièvre et Grand-Orly, mais sans Valenton et Villeneuve-Saint-Georges. « Pitoyable », selon la Casa. L'entourage du Premier ministre assure que Manuel Valls n'a pas encore procédé aux arbitrages, le périmètre proposé étant « celui du préfet de région ». Les élus de la Casa, qui se disent « plus que jamais déterminés », se réjouissent qu'« aucun argument n'ait été opposé par Matignon pour justifier l'exclusion [des deux villes]. »

« Laure Thibault prend la tête des Jeunes Républicains 94 » - Le Parisien

POLITIQUE

Laure Thibault prend la tête des Jeunes Républicains 94

■ C'est désormais elle la patronne des Jeunes Républicains 94. Laure Thibault, 26 ans, de Villeneuve-le-Roi, succède à Jean-Baptiste Roblin, en place depuis 2014. « Après une année enrichissante passée à la tête des Jeunes Républicains du Val-de-Marne autour de personnes formidables, j'ai décidé après réflexion de passer la main », indique ce dernier, sur son page Facebook. « Ce n'est absolument pas un abandon mais je souhaite simplement me consacrer pleinement à mon combat local sur Champigny », ajoute-t-il.



Pour Laure Thibault, responsable adjointe des Jeunes Républicains depuis 2013, « il est important de maintenir le groupe soudé. Des élections importantes arrivent. Il faut être prêt à être sur le terrain. »

Région / Régionales

« A Paris, un incubateur géant pour booster les quartiers Nord » - Les Echos

A Paris, un incubateur géant pour booster les quartiers nord

- Le Cargo, le plus grand incubateur de Paris, ouvre en novembre.
- Près de 150 entreprises et 1.500 salariés sont attendus dans un quartier où les implantations se multiplient.

AMÉNAGEMENT

Laurence Albert
l.albert@lechos.fr

Finis les pouponnières confidentielles. Engagé dans une compétition avec Londres pour gagner ses gâteaux de « tech city », Paris diversifie sa gamme d'incubateurs pour attirer les start-up. Et voit toujours plus grand. Fin novembre s'ouvrira dans le 19^e arrondissement, au nord-est de Paris, le Cargo, qui se revendique comme le plus gros incubateur d'entreprises de la capitale, voire même d'Europe. Un espace de 15.000 mètres carrés – le plus gros en attendant 6.000 jusqu'à présent – mixant hôtel d'entreprises traditionnelles et incubation de jeunes pousses. La RIVP, SEM émanant de la Ville de Paris, investit

39 millions d'euros, la Mairie 15 millions et la région Ile-de-France 9 millions d'euros. Près de 150 entreprises, soit environ 1.500 salariés, sont attendues. Un tiers prendront place dans l'incubateur. L'agence de développement économique Paris & Co, qui assurera la gestion du site – aux côtés de l'entrepôteur Impasse Parisiens – a prévu d'en sélectionner une vingtaine sur les 130 candidats. Si ajoutent celles revenues dans le cadre d'un tout nouveau programme, lancé fin août : un incubateur commun à TPI et à Paris & Co autour du thème des médias. Enfin, les locaux accueillent une quinzaine de transfuges d'un autre incubateur parisien. Si offre des gammes de services variées, le Cargo tournera en effet autour d'un unique thème, celui des médias et des industries

culturelles et créatives. D'une part, parce que la spécialisation des incubateurs fait recette, notamment pour attirer les grands comptes (voir encadré). De l'autre, parce que l'environnement géographique s'y prête.

« Nous visions l'international » Implanté dans le gigantesque entrepôt Macdonald, dont il paracheve la rénovation, installé au cœur d'un quartier neuf qu'il aura pour mission d'animer et de transformer (voir ci-dessous), le Cargo jouxtera en effet les nouveaux grands équipements culturels lancés par l'Etat et la Mairie de Paris : le 104, la Philharmonie, la Cité des sciences – avec lesquels de forts partenariats sont envisagés –, en attendant l'université Condorcet. A quelques encablures, le sud de la Seine-Saint-Denis est un très dynamique cluster médias et cinéma. « J'ai un certain nombre de candidats du secteur du cinéma d'animation, c'est une bonne chose ! En revanche, il n'est pas question de déséquilibrer le quartier Carrefour Pleyel en faisant venir leurs entreprises. Ce que nous visons, c'est l'international », explique Lok Desseur, le directeur adjoint de Paris & Co.

La capitale, qui peine parfois encore à attirer les investisseurs étrangers, déroule le tapis rouge pour séduire les pépites prometteuses. Les sites d'accueil ne manquent pas : Paris, qui compte déjà une quarantaine d'incubateurs publics et privés pour 1.500 start-up, verra en 2016 l'arrivée d'un nouveau mastodonte. Celui que prépare l'entrepreneur Xavier Niel dans la halle Freyssinet, au sud de Paris. ■



Le Cargo (illustration), qui ouvrira fin novembre dans le 19^e arrondissement de Paris, espère concurrencer Londres et attirer les start-up. Photo Odile Decq/Labtop

« L'ambition du Cargo est d'être un lieu d'innovation autour des médias et de l'industrie culturelle, qui soit complémentaire des équipements culturels du quartier. »

Lok Desseur
Directeur général adjoint de Paris & Co

Des incubateurs de plus en plus spécialisés

Paris & Co, l'agence de développement économique qui gère une petite dizaine d'incubateurs au sein de la capitale (250 start-up), veut profiter de l'ouverture du Cargo pour réformer le fonctionnement de ses structures. Des ouvertures (dans le 20^e) et des fermetures (dans le 19^e) d'incubateurs sont prévues. Et, surtout, chacun aura désormais un thème dédié : « fooding » et « tourisme culinaire, économie collaborative », « smart cities », « e-santé, sport, tourisme... ». A la clé sans doute, un jeu de chaises musicales pour les start-up hébergées. Moyen de gagner en visibilité et de séduire les grands comptes, dont une dizaine au moins seront appelés à participer à chaque incubateur. La méthode a fait recette au sein du Welcome City Lab, l'incubateur dédié au tourisme, qui rencontre un franc succès. Mais aussi du Tremplin, le nouvel incubateur sportif, qui draine les foules bien avant même son installation au sein du stade Jean-Bouin, théoriquement prévue au printemps 2016.

Le ministère de la Justice emménage dans un nouvel immeuble

1.700 fonctionnaires font leurs cartons. Le quartier se remplit peu à peu entre salariés et habitants. Le RER arrive.

Les premiers agents sont arrivés fin août. D'ici à février, 1.700 fonctionnaires du ministère de la Justice auront pris leurs quartiers dans le nord-est de Paris, dans un bâtiment neuf de 30.000 mètres carrés baptisé « Millénaire 3 », au croisement d'Aubervilliers, de Saint-Denis et de Paris. Une opération « de grande envergure », de l'avis même du porte-parole adjoint du ministère, Olivier Pedro-Jose, visant, en période d'économies, à rationaliser le fonctionnement du ministère, aujourd'hui éparpillé sur huit sites, dont cinq en location. Cette fois, le bâtiment a été acheté. Seuls 300 agents – et le cabinet de la ministre – continueront à travailler place Vendôme. Pour les autres, c'est un véritable changement. « Il y a toujours des interrogations à quitter son quartier, mais nous les avons beaucoup accompagnés. Et puis ce nouveau quartier est en train de devenir un vrai pôle d'attraction, où l'installation d'ailleurs des entreprises : l'École, l'Opéra, l'Opéra de Paris », assure Olivier Pedro-Jose.

Anciennes friches industrielles Le quartier est effectivement en pleine mutation. Depuis 2005, les anciennes friches industrielles du nord-est de la capitale et de sa proche banlieue font l'objet d'une vaste opération de requalification, qui arrive désormais à la fin d'une première étape. La ZAC Claude Bernard (300 logements sur 100.000 mètres carrés) est achevée, hormis quelques franchises. Les logements, les bureaux, les cinémas UGC et même les établissements scolaires se remplissent peu à peu. De l'autre côté du boulevard, le gigantesque entrepôt Macdonald (165.000 mètres carrés), évidé, restructure grâce à un important travail architectural, accueillera bientôt entreprises et habitants. Il y a quelques mois, les 1.500 salariés d'Hellio bank, la banque en ligne de la BNP, ont posé leurs cartons. En novembre les 1.500 salariés du Cargo, le nouvel incubateur géant (voir ci-dessous) vont à leur tour s'installer. En 2016, ce seront ceux de Veolia. « Plus de 15.000 personnes sont en train d'arriver en moins de deux ans. Une telle effluence en un temps si court, c'est rare à Paris », se félicite Marie-Anne Belin, la directrice de la Semarip, la société d'aménagement de l'entrepôt Macdonald.

Le quartier va compter plus de 15.000 nouveaux arrivants. Il faudra sans doute encore du temps pour donner complètement vie à un quartier qui, par le passé, n'avait pas forcément très bonne réputation. La zone, bien que flamboyante neuve, manque encore singulièrement de commerces. Mais les choses devraient changer rapidement avec l'ouverture, en mars, de nombreux commerces à l'intérieur de l'entrepôt Macdonald. L'amélioration des liaisons vers le centre commercial du Millénaire et, en 2016, le centre commercial Vill'Up. Le quartier sera également mieux desservi avec l'ouverture en décembre de la gare de RER Rosa Parks, en complément du tramway. Il ne restera pas à terminer, puisque le gigantesque chantier Paris-nord-est doit se poursuivre sur d'autres friches, plus à l'ouest : pôle logistique, université, logements, bureaux. Un « morceau de ville supplémentaire » à inventer, rappelle le cabinet de l'adjoint au maire de Paris Jean-Louis Missika, où l'on veut croire que ces quartiers neufs « seront les nouvelles centralités du Grand Paris ». ■

Les nouvelles implantations



Avec Vill'Up, le nord-est s'offre un deuxième centre commercial

Un incendie a retardé l'ouverture du nouveau pôle commercial de la Cité des sciences. Apsys investit 110 millions d'euros.

Retardé, mais certainement pas effrayé. L'important incendie qui a ravagé le 19 août le chantier du centre commercial parisien Vill'Up à quelques semaines de son ouverture est certes, un coup dur pour la fondatrice Apsys, qui a investi 110 millions d'euros dans l'opération au côté de Socopac. Mais si l'ouverture est désormais reportée à 2016, le projet, lui, ne bouge pas d'un iota : créer un pôle commercial mêlant loisirs, culture et shopping de 30.000 mètres carrés, dans l'enceinte même de la Cité des sciences au nord-est de Paris.

Un centre commercial doté d'attractions inédites pour les amateurs de sensations fortes (un simulateur de chute libre « indoor » doté d'une soufflerie). Sans oublier un complexe de cinéma de 16 salles et d'enseignes qui se veulent « moins déguisées » qu'à l'accoutumée, éblouissant notamment les familles (très présentes dans la Cité des sciences) et la population bobo qui s'installe peu à peu dans le très populaire 19^e arrondissement. « Notre zone de chalandise est de 1 million d'habitants. Il n'y a pas que les touristes. Il y a aussi beaucoup de salariés dans le quartier », affirme-t-on chez Apsys.

Vill'Up s'annonce néanmoins comme un concurrent d'ampleur pour le centre commercial du Millénaire,

déjà présent sur la zone – de l'autre côté du périphérique, à Aubervilliers – et qui a longtemps peine à s'imposer en raison notamment de son isolement géographique.

Locomotives commerciales « Nous ne sommes pas au même endroit, puisque nous sommes dans Paris intra-muros, bien des fois vu par les transports en commun. Et nous ne sommes pas sur le même positionnement, nous sommes plus adaptés », explique-t-on chez Apsys. La fondatrice, à malice, tout prévu, qu'un franc succès. Mais aussi du Tremplin, le nouvel incubateur sportif, qui draine les foules bien avant même son installation au sein du stade Jean-Bouin, théoriquement prévue au printemps 2016.

Politique nationale

« Les candidats de la primaire à droite à l'épreuve des régionales » - Les Echos

Les candidats de la primaire à droite à l'épreuve des régionales

POLITIQUE

Les élections de décembre vont en partie éclipser la primaire à droite.

Les principaux candidats ont tous prévu de jouer sur les deux tableaux.

Gabriel Nédélec
gnedelec@lesechos.fr
— Envoyé spécial à La Baule

Ils seront restés moins de dix minutes côte à côte à La Baule, samedi, pour la fameuse « photo de famille ».

symbole de l'unité des Républicains pour les régionales. Mais ni Alain Juppé ni François Fillon n'auront attendu le début du discours de Nicolas Sarkozy pour s'éclipser. Malgré la primaire, les ténors de la droite se sont convertis à une unité de façade pour les régionales. C'est la dernière séquence électorale avant la présidentielle de 2017 et une étape nécessaire dans « l'alternance » que tous souhaitent, clament-ils en chœur. Mais pas question de mettre la primaire de novembre 2016 entre parenthèse pour autant. « Cette photo, c'est pour rassurer les militants pendant les régionales. Mais, dès janvier, c'est fini. Place à la confrontation », prévient un lieutenant. Derrière cette unité surjouée, chacun suit sa propre partition. Nicolas Sarkozy, il l'a répété

« J'ai protégé les départementales des primaires, je ferai pareil aux régionales. »

NICOLAS SARKOZY
Président des Républicains

samedi, n'a qu'une chose en tête : les régionales. Puis, à partir de janvier, l'élaboration du « socle » commun du « projet de l'alternance ». « Alain Juppé ira, lui aussi, soutenir les candidats, c'est un bon soldat. La différence, c'est qu'il sera invité



Les ténors de la droite (de gauche à droite : Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et François Fillon) se sont convertis à une unité de façade pour les régionales. Photo Jean-Sébastien Evarard/AFP

par les candidats, quand Nicolas Sarkozy va s'imposer à eux. Et je ne suis pas sûr que tous aient envie de le recevoir... », tacle un proche du maire de Bordeaux. Alain Juppé a donné son interprétation samedi de ce fameux « socle » pour l'alter-

nance. « Comme Nicolas Sarkozy, j'aime l'idée du socle, c'est solide. » Mais, plutôt que d'un programme commun, l'ancien Premier ministre y voit des valeurs, des idéaux ou des héros, comme le général de Gaulle. Alain Juppé n'a clairement pas l'intention de se laisser contraindre par un programme élaboré par le parti alors qu'il travaille lui-même à son propre projet. Après son livre programmatique sur l'école, le maire de Bordeaux publiera en janvier, au lendemain des régionales, un ouvrage sur les questions régaliennes.

Stratégie de reconquête
François Fillon compte lui aussi profiter de la publication d'un livre, le 21 septembre prochain, pour se faire entendre pendant les régionales. Un livre « personnel », comme le présente son entourage, qui ne ménage pas sa peine pour faire

monter le suspense, mettant en avant le fait que François Fillon doit notamment parler de ses relations avec Nicolas Sarkozy. Par ailleurs, l'ancien Premier ministre va continuer d'étouffer son projet à raison « d'un thème par mots ». Enfin, il profitera de ses déplacements de soutien aux candidats, qu'il effectuera sur deux jours, pour en consacrer un à la primaire.

Tous les ténors veulent croire qu'ils peuvent bénéficier autant que le chef du parti de cette séquence électorale qui va prendre le dessus sur le reste. Mais la victoire annoncée de la droite aux régionales fait intimement partie de la stratégie de reconquête de Nicolas Sarkozy. L'ex-chef de l'Etat compte bien capitaliser sur le succès des départementales et - sans doute - des régionales pour démontrer qu'il est le plus à même d'emmener la droite vers la victoire en 2017. ■

Les Echos **FRANCHISE**
& COMMERCE ASSOCIÉ

Investissez dans un projet solide
en toute sécurité grâce à la franchise

Découvrez notre sélection d'enseignes parmi + de 800 opportunités de création d'entreprise en réseau

En partenariat avec **monster.fr**

« Larcher s'attaque à l'encombrement législatif » - Le Figaro

Larcher s'attaque à l'encombrement législatif

Pour le président du Sénat, des lois « mal préparées » traduisent « l'absence de cap politique clair ».

OPPOSITION C'est une véritable leçon de bonne pratique parlementaire que Gérard Larcher a administrée jeudi à l'exécutif en guise de discours de rentrée. « On légifère trop ! a-t-il tonné. Les lois sont trop nombreuses, elles sont mal préparées, elles sont alourdies par des dispositions cavalières », autrement dit hors sujet, « ou de nature réglementaire ». En tant que président du Sénat, il lui appartient au titre de l'article 41 de la Constitution d'invoquer l'irrecevabilité contre les amendements qui ne relèveraient pas du domaine de la loi. En tant que chef d'une assemblée où l'opposition est majoritaire, il ne compte pas s'en priver. Une façon, pour lui, de mettre en lumière « le manque de préparation en amont et l'absence de cap politique clair » de la gauche au pouvoir.

Le sénateur des Yvelines s'est fait un plaisir d'illustrer sa charge par des exemples choisis : la loi Macron, dont le nombre d'articles avait triplé quand elle a été votée, ou encore, une loi Taubira de 2015 portant diverses dispositions pénales, dont le nombre d'articles a quintuplé. « Nous partîmes avec 8 articles, nous en vîmes 39 en arrivant au port », s'est-il exclamé, lyrique, en complétant : « Et le Conseil constitutionnel en censura 27. » Pour couper court à cette dérive, Gérard Larcher veut aussi « expérimenter avant la fin de l'année » un encadrement du droit d'amendement : il s'exercera « uniquement en réunion de commission », réunion « sui-vie d'un débat en séance publique ».

« L'allègement de la réglementation, quelle que soit sa forme - loi, décret ou simple norme - deviendra cette année un objectif politique du Sénat », a annoncé son président. Mais alléger ne veut pas forcément dire empêcher l'adoption de tout nouveau texte. Il y a des lois nécessaires, comme le projet sur l'immigration, « déposé en juillet 2014 » et qui « aura mis un an avant d'être examiné alors qu'il y a urgence sur cette question », a rappelé Gérard Larcher. Et, surtout, des lois de simplification. La droite sénatoriale a plusieurs propositions dans les tuyaux, notamment pour aider les agriculteurs, qu'elle choie tout particulièrement. Elle devrait déposer bientôt des textes visant à mettre fin à « la sur-transposition des normes », cette « spécificité bien française » que Larcher déplore, et à favoriser l'investissement dans les exploitations.



L'ancien ministre délégué au Travail de Jacques Chirac a aussi de grandes

ambitions en matière d'assouplissement du droit du travail. Tout en souhaitant « bonne chance, sans ironie », à Myriam El Khomri, qui vient de succéder à François Rebsamen, il l'a exhortée à avoir le « courage » de ne pas se résigner à « faire du petit Macron ou du petit Rebsamen ». Gérard Larcher croit-il à une véritable réforme dans ce domaine, lui qui avoue avoir mis des années à comprendre que le partage du travail ne produirait pas d'emplois ? Désormais partisan de la « suppression totale de la loi sur les 35 heures », il assure que la droite sénatoriale fera ce qu'elle pourra pour « aider le gouvernement » à surmonter les blocages de sa majorité. « Dans l'intérêt général » et parce qu'il est convaincu que quoi que l'exécutif fasse d'ici la fin du quinquennat, « François Hollande ne se remettra jamais d'avoir prédit l'inversion de la courbe du chômage ». ■

par Judith Waintraub E@jwaintraub

« Les dossiers chauds de la rentrée » - La Gazette

ÉVÉNEMENT

Les dossiers chauds de la rentrée

Malgré l'adoption définitive des lois portant réforme territoriale, les collectivités locales seront visées ces prochaines semaines par de nombreux textes clés.

Rentrée capitale pour le gouvernement. Les mois à venir sont en effet les derniers pour lancer de véritables réformes. Après, l'action publique sera paralysée par la préparation de la présidentielle du printemps 2017. L'exécutif entend dès maintenant trouver un accord avec les syndicats sur la revalorisation des rémunérations dans la fonction publique. Le programme du Conseil des ministres sera aussi fourni. La feuille de route de l'Assemblée nationale et du Sénat s'annonce d'ores et déjà chargée. Le projet de loi de finances devrait être particulièrement consistant, avec de multiples mesures visant les collectivités. Également au menu du Parlement: le projet de loi « création » porté par la ministre de la Culture, Fleur Pellerin. Les risques d'embouteillage ne sont pas minces.

Grandes régions

L'exécutif ne devra pas seulement s'activer sur le front parlementaire. Il lui faudra aussi donner corps à la réforme des services déconcentrés de l'Etat dans les futures grandes régions. Un vaste chantier que les élus scrutent à la loupe. Car un grand rendez-vous se profile: les élections régionales des 6 et 13 décembre 2015. Se déroulera, là, le dernier scrutin local avant 2020. D'ores et déjà, la compétition est âpre.

L'emploi et la sécurité dans les transports y occupent une place centrale. Pour les têtes de liste, il s'agira aussi de promouvoir une certaine idée de leur territoire. La loi « Notre » du 7 août 2015 a beau constituer l'ultime volet de la réforme territoriale, la messe n'est pas dite pour autant. De multiples chantiers extra-législatifs vont être mis en place. Parmi eux, la constitution, avant le 1^{er} janvier 2016, des fameuses intercommunalités de plus de 15000 habitants. Ce seuil est, certes, assorti de plusieurs adaptations. Il va cependant obliger de nombreuses intercos à changer de périmètres. Dans le même temps, les projets de communes nouvelles vont s'accélérer. Parmi les maires élus pour la première fois en 2014, cette forme de fusion fait un tabac. Dans le même mouvement, certains d'entre eux prônent la fusion entre conseils départementaux et conseils régionaux. Tous ont pris acte de la baisse des dotations et de la raréfaction de l'argent public. Ils entendent désormais peser sur le programme de leur candidat à la présidentielle. *Jean-Baptiste Forray*



Le nœud gordien de la baisse des dotations

Pour le gouvernement, le premier devoir de rentrée consiste à calmer la colère des élus locaux contre la baisse des dotations, prévue pour éclater le 19 septembre prochain, lors d'une journée nationale d'action organisée par l'Association des maires de France. Dès le 27 août, Manuel Valls a donc, en gage de bonne volonté, confirmé que le milliard d'euros de soutien à l'investissement local promis en mai sera bien inscrit dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2016. Cette aide, au financement encore flou, était demandée par les associations d'élus locaux qui mènent le combat depuis un an contre la baisse des dotations de l'Etat de 12,5 milliards entre 2014 et 2017, responsable selon elles de la chute « désastreuse » de l'investissement local de 25% sur la même période.

Ressources en berne

Or, s'il est attentif au niveau de l'investissement, l'exécutif n'en demeure pas moins inflexible sur la trajectoire de la baisse de ses concours. Il inscrira comme prévu dans le PLF un recul de 3,67 milliards d'euros de la dotation globale de fonctionnement,

identique à l'an dernier. Pas sûr dans ces conditions que le fonds de soutien à l'investissement local apaise la colère des élus. Nombre d'entre eux dénoncent les effets de la baisse des dotations non pas tant sur la section d'investissement que sur celle de fonctionnement, toujours plus déséquilibrée par une hausse continue des dépenses quand les ressources se raréfient. Le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, minimise l'impact de la baisse des dotations qui ne représente que « 1,8% des recettes de fonctionnement des communes ». Celui qui dénonce, à propos du mouvement prévu le 19 septembre, « une manipulation d'une centaine de maires de grandes villes qui bénéficient d'une rente de situation » préfère allumer un contre-feu avec la réforme de la DGF, inscrite dans le PLF et destinée à la rendre plus « juste et plus lisible ». Au mieux, elle aidera donc à une meilleure répartition de la pénurie. *Cédric Néau*

AGENDA

Le 19 septembre, se tiendra la journée d'action nationale organisée par l'AMF contre la baisse des dotations.

ÉVÉNEMENT



Vers une revalorisation des rémunérations des agents ?

En matière de salaires, la rentrée des fonctionnaires sera « fructueuse » ou ne sera pas. Depuis le 17 juillet, un projet d'accord sur la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations (PPCR) est sur la table des syndicats, qui doivent se prononcer d'ici au 30 septembre. En cas d'absence d'accord majoritaire (signé par un ou plusieurs d'entre eux représentant, au total, au moins 50% des voix recueillies lors des élections professionnelles), les chantiers que le texte développe pourraient ne jamais être lancés.

Rendez-vous salariaux

Malgré quelques changements dans la version finale de l'accord, cette majorité devrait être très difficile à recueillir. Les premières orientations des syndicats seront connues à partir de la mi-septembre, explique Didier Pirot pour FO Territoriaux. Ce qui devrait bientôt mettre fin au « suspense ».

En résumé, en termes de rémunérations, sont proposés une restructuration des grilles, un relèvement des bornes indiciaires, une transformation de primes en

points d'indice, ainsi que la tenue de rendez-vous salariaux réguliers, dont le premier serait fixé en février prochain. Le texte prévoit également des carrières sur au moins deux grades, mais aussi une uniformisation de l'avancement d'échelon, ce qui mettrait fin à l'avancement au minimum cher à la FPT. Une mesure qui ne passe pas chez plusieurs syndicats.

D'autres projets sont franchement salvés, comme l'abandon de l'inscription - initialement prévue - des ratios de promotion de grade dans les décrets statutaires, les mesures en faveur des « regu-collés », des agents de maîtrise, etc. « Le texte contient des avancées, mais elles ne sont pas significatives par rapport à cinq ans de gel du point et même quinze ans de perte de pouvoir d'achat », commente Jésus de Carlos pour la CGT. Et la plupart des chantiers prévus ne seraient lancés qu'à partir de 2017, ce que ne manquent pas de pointer certains observateurs... *Agathe Vovard*

AGENDA

D'ici à fin septembre, les syndicats doivent se prononcer sur le projet d'accord « PPCR ».



La mixité sociale, fil rouge du nouveau texte sur le logement

Annoncé en réaction aux attentats du début d'année, un projet de loi « égalité et citoyenneté » est actuellement en préparation. La mixité sociale sera le leitmotiv de ce texte porté par la ministre du Logement Sylvia Pinel. La loi cherchera donc à améliorer la mixité sociale à l'échelle des quartiers et des immeubles grâce à une meilleure répartition des ménages concentrant le plus de difficultés sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Trois volets

Le logement social sera l'un des grands leviers du texte, qui comporte trois volets : le premier vise à mieux répartir l'effort de production sur l'ensemble du territoire, en accroissant la force de frappe des préfets à l'encontre des communes ne respectant pas leurs objectifs en termes de production de logements sociaux. La prise des arrêtés de carence va être harmonisée aux niveaux régional et national.

Le second volet concerne les politiques d'attribution des logements sociaux et place les intercommunalités dotées d'un programme local de l'habitat en chefs d'orchestre : elles devront élabo-

rer des stratégies intercommunales d'attribution des logements sociaux, en concertation avec les bailleurs et les réservataires, travailler sur la mutualisation des contingents, la mise en place de critères communs d'attributions... Deux groupes de travail réunissant des intercos ont été installés cet été au ministère du Logement afin de réfléchir à la mise en œuvre de ces politiques et au fonctionnement des conférences intercommunales du logement, qui pourraient être généralisées par le projet de loi.

Dernier volet, agir sur la politique des loyers dans le logement social pour permettre de loger dans des quartiers plus « favorisés » des ménages à faibles revenus. Le bailleur social serait autorisé à diminuer le loyer d'un logement et à compenser cette baisse par une hausse du loyer d'un logement situé dans un quartier dont les habitants ont des revenus moins élevés. *Delphine Gerbeau*

AGENDA

La concertation avec les acteurs aura lieu durant l'automne, et le projet de loi sera présenté en conseil des ministres en décembre.

ÉVÉNEMENT



Des contrats de ville à signer... puis à faire vivre!

Sur les 438 contrats de ville initialement attendus pour le 30 juin 2015, seuls un peu plus de 320 ont été signés à la fin août, selon un décompte du ministère de la Ville. «Après un départ poussif, nous assistons depuis début juin à plus d'une signature de contrat de ville par jour, se félicite l'entourage de Myriam El Khomri. Environ 90 % des contrats seront signés d'ici au 30 septembre.» En contrepartie de l'assouplissement de ce calendrier jugé trop contraignant par les acteurs locaux, la secrétaire d'Etat à la Politique de la ville a réclamé une réforme en profondeur de leurs pratiques. Le message semble avoir été entendu.

Montée en puissance des intercommunalités

Si elle n'est pas totalement garantie, la mobilisation des politiques de droit commun en faveur des quartiers prioritaires serait en bonne voie. Un conseiller de Myriam El Khomri remarque ainsi «la présence quasi systématique dans la signature du contrat de ville du conseil départemental, du conseil régional, de Pôle emploi, de la CAF et du rectorat». Le portage des contrats par les

intercommunalités devrait également faciliter la concrétisation des promesses du gouvernement en matière de développement économique ou de mixité sociale. Les 1100 conseils citoyens déjà prévus - les 400 restants devront faire l'objet d'un avenant - ambitionnent, eux, de rendre la participation des habitants moins institutionnelle.

Les contrats de ville seront complétés dans les prochains mois par divers documents stratégiques. C'est notamment le cas des conventions intercommunales de gestion des attributions de logements sociaux, des pactes financiers et fiscaux, ainsi que des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain. C'est seulement ensuite, en fonction de la mobilisation effective des moyens des partenaires comme de la qualité de ces annexes, que la réussite de la réforme de la politique de la ville sera attestée... ou non. *Hugo Soutre*

AGENDA

Tous les contrats de ville doivent être signés d'ici à fin 2015. Les premières conventions de renouvellement urbain devraient voir le jour dans la foulée.



Les collectivités au cœur du projet de loi «création»

Dès le 16 septembre, les députés vont entamer l'examen du projet de loi «liberté de création, architecture et patrimoine» (projet de loi «CAP»). En plus de 40 articles, le texte marie grands principes et dispositions techniques et aborde des champs aussi divers que le spectacle vivant, les arts plastiques et la musique, l'architecture, la protection du patrimoine bâti, l'archéologie préventive, les musées, les bibliothèques (lire «La Gazette» du 20 juillet 2015, p. 8-9). A priori, la ministre de la Culture, Fleur Pellerin, ne devrait pas affronter de levée de boucliers, son projet de loi étant, globalement, perçu comme une avancée.

Zones de flou

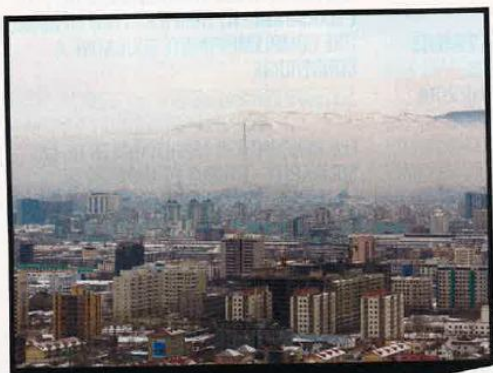
Néanmoins, la bataille des amendements s'annonce rude car les intéressés voudraient aller beaucoup plus loin que la ministre de la Culture sur la plupart des points. Parmi les objectifs visés figurent l'affirmation du service public de la culture et de la liberté du programmateur, la définition de la politique de labellisation de l'Etat, la reconnaissance du rôle scientifique des archéologues territoriaux,

le cadrage juridique des futurs plans locaux d'urbanisme patrimoniaux, etc. Professionnels et élus locaux ont mis à profit l'été pour tenter de gagner à leur cause les parlementaires croisés dans les festivals. Celui d'Avignon notamment a donné lieu à de nombreux apartés sur les zones de flou de ce texte.

Autre front à prévoir, celui des grands absents: les archivistes et les acteurs de l'éducation artistique et culturelle, qui comptent, eux aussi, sur les amendements parlementaires pour intégrer leurs secteurs respectifs dans le texte. Les premiers demandent notamment que la définition légale des archives prenne en compte les données numériques et que la loi autorise la mutualisation, entre collectivités, des archives dématérialisées définitives. Pour les seconds, l'enjeu réside, entre autres, dans l'affirmation de cette compétence dans les politiques culturelles locales. *Hélène Girard*

AGENDA

La commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale examinera le texte le 16 septembre.



De la loi de transition énergétique à la COP 21

C'est le 18 août que la loi relative à la transition énergétique a été promulguée, mettant fin à un long débat parlementaire. Il s'agit désormais de rendre applicable ce texte, car il ne trace bien souvent que les grandes lignes d'une mise en mouvement des territoires, des entreprises et des citoyens. Certes, près de 50 dispositions sont d'ores et déjà applicables. Il reste donc aux services du ministère de l'Ecologie à produire les textes d'application manquants. Ils ont d'ailleurs anticipé ce travail et une moitié de ces textes était prête à être envoyée en consultation dès la fin août, tous devant être publiés avant la fin de l'année. Le premier chantier de la rentrée pour les collectivités consistera donc à peser lors de cette phase de consultation, le diable pouvant se cacher dans les détails...

Nouvelles exigences

Comme le souligne Nicolas Garnier, délégué général de l'association Amorce, «c'est aussi lors des débats sur le projet de loi de finances que doit se concrétiser une grande partie des mesures de la loi de transition énergétique». Il insiste également sur

l'importance de «la volonté des acteurs locaux», qui vont avoir à mettre en œuvre des politiques publiques intégrant ces nouvelles exigences réglementaires et, concrètement, à développer des projets et à accompagner les entreprises et les citoyens. L'autre grand sujet de cette rentrée est, bien évidemment, la conférence internationale sur le climat, qui se déroulera du 30 novembre au 11 décembre à Paris. C'est sa prochaine tenue qui a poussé le gouvernement à finaliser la loi relative à la transition énergétique, pour se montrer exemplaire et plus crédible lors des négociations avec les autres Etats. Jusqu'à la fin du mois de novembre, les événements et les contributions vont se multiplier afin de faire monter la pression sur les pays participant à ce processus de négociation, avec l'espoir d'aboutir à un accord pour lutter plus efficacement contre le changement climatique. *Arnaud Garrigues*

AGENDA

La conférence internationale sur le climat de Paris se déroulera du 30 novembre au 11 décembre.

Et aussi...

Valeurs locatives

Le gouvernement doit remettre cet automne au Parlement un rapport sur les résultats des calculs de taxes basées sur les nouvelles valeurs locatives des logements de particuliers déterminées dans cinq départements à titre d'expérimentation. Selon les conclusions, le gouvernement décidera des modalités et de l'ampleur de la réforme à mener.

Emprunts toxiques

Les collectivités victimes d'emprunts toxiques devront choisir entre le fonds de soutien et le tribunal. Le gouvernement travaille actuellement sur un aménagement de ce fonds pour le rendre plus attractif. Une série de jugements est, par ailleurs, attendue cet automne. Des issues favorables pour les plaignants pourraient convaincre des collectivités de choisir la voie judiciaire.

Déontologie

Le projet de loi «déontologie, droits et obligations des fonctionnaires» nouvelle mouture (25 articles) devrait être examiné en commission par l'Assemblée le 16 septembre et en séance publique à partir du 6 octobre. Objectif: une adoption d'ici à la fin de l'année.

Télétravail

Un projet de décret sur le télétravail dans la fonction publique entre dans la dernière ligne droite de son parcours réglementaire. Il devrait être examiné par le conseil commun le 24 septembre. Après plusieurs réunions préparatoires fructueuses, l'avis pourrait être positif sur ce texte qui intéressera de nombreux territoriaux.

Commande publique

A compter du 1^{er} octobre, le seuil de dispense de procédure sera relevé de 15 000 à 25 000 euros hors taxe. La consultation relative à la

transposition de la directive «concessions» sera close le 30 septembre. Le monde de l'achat public pourra aussi donner son avis sur les projets de décrets d'application du nouveau code des marchés publics, issu de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

Accessibilité

Date fatidique pour déposer un dossier de demande de délai afin de se conformer au volet «accessibilité» de la loi «handicap», le 27 septembre devrait être un jour d'embouteillage dans les préfectures: le 1^{er} juin seulement 0,5 % des dossiers attendus avaient été déposés.

Santé

Après son passage à l'Assemblée, le projet de loi «santé» arrive au Sénat le 14 septembre. Alors que les députés ont voté un «pacte» incitatif, des sénateurs veulent aller plus loin dans la contrainte pour pousser les médecins à s'installer dans les déserts médicaux.

Grand âge

Deuxième lecture cet automne pour le projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement. La mesure phare, la revalorisation de l'allocation personnalisée d'autonomie, doit, comme l'ensemble du texte entrer en vigueur dès le 1^{er} janvier 2016. Egalement au menu: le soutien au développement de l'aide à domicile.

Numérique

Porté par Axelle Lemaire, la secrétaire d'Etat chargée du Numérique, le projet de loi «numérique» sera présenté mi-septembre au public, qui aura trois à quatre semaines pour le commenter. Il sera soumis au conseil des ministres à l'automne pour une première lecture début 2016. Au menu: open data, données personnelles, fracture numérique, etc.

« François Hollande attendu au tournant sur les réformes » - Les Echos

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE →

François Hollande attendu au tournant sur les réformes

- Le chef de l'Etat tient ce lundi sa sixième grande conférence de presse.
- Une loi sur le droit du travail sera présentée au Parlement début 2016.

Pierre-Alain Furbury
pfurbury@lesechos.fr

Il y a un an, il avait tenté de tourner la page d'une rentrée calamiteuse, marquée par l'éviction d'Arnaud Montebourg, l'affaire Thénoud et le livre de Valérie Trierweiler. Au début de l'année, il lui avait fallu faire face à un contexte très lourd, celui des attentats. En dépit de la crise des réfugiés et d'une menace terroriste toujours réelle, sujets qui devraient occuper une large place de son intervention, François Hollande aborde sa sixième grande conférence de presse, ce lundi à l'Élysée, avec une pression un peu moins forte. Mais avec toujours la même contrainte : batailler pour montrer que « la France avance » et pour redonner confiance aux Français. Confiance en l'avenir. Confiance en la politique menée. Confiance, donc... dans le chef de l'Etat.

Le président se sait attendu sur les contours de la baisse des impôts promise en 2016 « *quel qu'il arrive* », qui devrait avoisiner les 2 milliards d'euros (lire page 4). Et, sur le contenu des prochaines réformes, notamment sur le marché du travail, Manuel Valls s'étant dit prêt à « aller loin ». François Hollande, qui a conditionné sa candidature en 2017 à l'inversion de la courbe du chômage, répète depuis des mois qu'il fera des réformes « *jusqu'au bout* ». « *Nous n'attendons pas* », a-t-il juré le 14 juillet. « *Je vais continuer* », a-t-il renchérit fin août. Vingt mois après l'annonce du pacte de responsabilité et à vingt mois de la présidentielle, il lui faut « *scander* » la fin du quinquennat. « *S'il n'y parvient pas, sa conférence de presse sera un échec* », prévient un ancien conseiller. « *Plus vite et plus fort. La marche arrière, ce n'est jamais bon* », avoue un de ses proches.

« *Des réformes et du social* » Car si « *un léger vent se lève dans les voiles* », la croissance reste molle et la baisse du chômage n'est pas encore au rendez-vous. « *Tous les ingrédients de la reprise sont là, mais il y a des doutes. Il faut qu'il donne de l'aitant* », explique un teneur du gouvernement, rappelant que, « *en 2017, il n'y a pas de purgatoire possible. C'est l'enfer ou le paradis : ça passe ou ça casse* ». François Hollande ne doit

pas retomber dans ce qu'un ministre appelle « *un discours économiste et fiscaliste qui lase* ». Mais bien montrer qu'il a un cap, une cohérence et « *une certaine idée de la France* », selon une formule du général de Gaulle qu'il a utilisée le 14 juillet.

« *Le président n'est pas chef du bureau A1 à Bercy* », dit-on à l'Élysée. S'il juge le Code du travail complexe et illisible, François Hollande marche sur des œufs. Il prend garde, avant le débat budgétaire, à ne pas creuser le fossé avec la gauche. Il entend lever les freins des entreprises, pas détricoter les droits des salariés. « *Des réformes et du social. Pas seulement du Macron* », plaide un ministre. « *Il a intérêt à rassurer. Derrière ça, il y a son décorat* », souligne un de ses partisans.

A mi-chemin entre l'annonce du pacte de responsabilité et la présidentielle, il entend montrer que « *la France avance* ».

Le chef de l'Etat est néanmoins bien décidé à avancer. Après la remise, mercredi, du rapport Combrexelle, une concertation s'engagera avec les partenaires sociaux, avec éventuellement (mais pas forcément) une négociation interprofessionnelle. Une chose est sûre : une loi renforcera le dialogue social et élargissant le spectre des accords d'entreprises sera présentée au Parlement début 2016, au même moment que la loi Macron 2. Les partenaires sociaux pourront déroger au droit commun en matière de conditions de travail, d'emploi, de salaires et de responsabilité sociale des entreprises. La loi devrait aussi réduire fortement le nombre de branches professionnelles (afin de rendre le dialogue social plus performant) et intégrer le compte personnel d'activité, célébré comme une « *grande réforme* » sociale.

Dans ces circonstances, le chef de l'Etat devra également s'expliquer sur le mea culpa qu'il a amorcé dans un livre récent, sur les débuts du quinquennat. La manœuvre, qui vise notamment à séduire les centristes, n'est pas sans danger.



② L'éditorial de Dominique Seux
Page 10

La sixième grande conférence de presse du chef de l'Etat se tiendra à l'Élysée. Photo Hamilton/REA

La difficile équation d'une nouvelle majorité

Les affaires du monde, de l'Europe, de la France et la politique... A côté des grands dossiers qui seront abordés par François Hollande au cours de sa conférence de presse ce lundi (réfugiés, COP21, économie...), les questions sur la majorité présidentielle ne devraient pas manquer. Tant celle-ci semble mal en point. A trois mois pile des élections régionales - les 15 et 13 décembre 2015 - le PS a fait le deuil de l'unité. Malgré les appels répétés de Jean-Christophe Cambadélis, son premier secrétaire, à une « *grande alliance populaire* » et ceux du Premier ministre, Manuel Valls, allant dans le même sens, il n'y aura aucune liste commune avec les écologistes au premier tour. La seule alliance se limite à celle, traditionnelle, avec les radicaux de gauche. Nécessaire mais pas suffisante.

Et il y a l'après-régionales. A moins de vingt mois du premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande doit aussi poser les pre-

ANALYSE Grégoire Poussieque

mières pierres du rassemblement de la gauche et il veut avoir une chance d'être réélu en 2017. Avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, le sujet est clos puisque le divorce est acté depuis longtemps. Le rassemblement doit d'abord se faire au sein même du PS, où la distance entre les frondeurs et l'aile droite du parti, qui se fait de plus en plus entendre, devient de plus en plus grande. Difficile synthèse en perspective pour François Hollande : d'abord rassurer sur les fondamentaux du PS et envoyer des signaux, comme il vient de le faire avec la baisse d'impôt de 2 milliards prévue pour 2016 ; miser dans le même temps sur un ministre emblématique, Emmanuel Macron, pour se projeter. Avec son discours libéré sur la réforme, celui-ci est devenu, en une année à Bercy, une personnalité incontournable de la majorité et

sa cote de popularité s'élève... Une nouvelle donne que François Hollande ne peut ignorer.

Avec les écologistes, sur lesquels compte le président puisqu'ils sont en temps normal un allié naturel et ont contribué à sa victoire en 2012, la situation va en se compliquant. La crise à Europe Ecologie-Les Verts (EELV) vient ajouter de la confusion dans un paysage de gauche déjà largement fragmenté. « *Cela pèse à court terme mais clarifie à long terme* », espère un député. En quittant EELV de manière fracassante à la fin du mois d'août, François de Rugy et Jean-Vincent Placé - des

L'éclatement en cours d'Europe Ecologie-Les Verts complique un peu plus la donne pour le chef de l'Etat en quête de rassemblement en vue de 2017.

départs de poids puisqu'ils sont président et président des groupes EELV à l'Assemblée nationale et au Sénat - ont crevé l'abcès d'une crise qui couvait depuis de longs mois. Or cette décomposition de l'écologie politique a aussi des implications pour le Parti socialiste.

Pour l'instant, François Hollande ne peut qu'observer cette crise et agir en coulisse pour que François de Rugy et Jean-Vincent Placé structurent au plus vite leur nouveau mouvement. Ce que les intéressés ont commencé à faire en créant l'Union des démocrates et écologistes (UDE). Parti encore embryonnaire (peu d'élus, peu d'argent, aucune assise publique) mais sur lequel compte François Hollande l'année prochaine pour attirer une partie du vote écologiste.

L'hoûte de l'Élysée doit aussi surveiller Cécile Duflot, qui fera sa rentrée politique cette semaine avec la publication d'un livre, première étape de sa candidature à l'élection présidentielle de 2017. ■

Baisse d'impôt : ceux qui vont en bénéficier

Pour éviter un effet « saupoudrage », l'exécutif pourrait opter pour une mesure concernant moins de contribuables que la baisse de cette année.

Ingrid Feuerstein
if Feuerstein@lesechos.fr

Même baisser les impôts peut tourner au casse-tête politique. Pour tenter de calmer l'exaspération des contribuables à moins de deux ans de l'élection présidentielle, François Hollande devrait annoncer ce lundi 2 milliards de baisses d'impôt pour 2016. Les simulateurs de Bercy tournaient encore ce week-end et les derniers arbitrages devaient être rendus dimanche. C'est dire si le clivage de la mesure s'avère délicat. Le cahier des charges est de servir les classes moyennes, celles situées dans le 6^e ou 7^e décile de revenu, tout en neutralisant la mesure pour les plus aisés. Exit, en effet, la baisse de la CSG à l'attention des ménages les plus pauvres, défendue par l'ex-Premier Ministre Jean-Marc Ayrault.

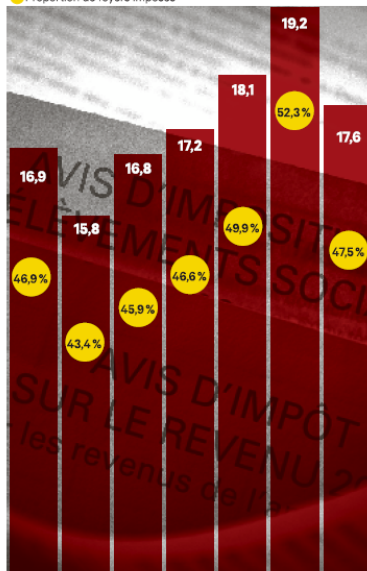
Répartir la « cagnotte »

Problème : la « cagnotte » à répartir se monte à seulement 2 milliards d'euros. Cela correspond au montant qu'il restait à redistribuer dans le volet « solidarité » du pacte de responsabilité (5 milliards d'euros au total). C'est moins que la baisse d'impôt de 2015, de 3,2 milliards d'euros, et qui n'a déjà pas convaincu les Français de la « pause fiscale ». Aussi les débats ont-ils notamment porté sur le nombre de bénéficiaires. L'une des options étudiées consistait notamment à resserrer les bornes de la tranche à 14 %. Sachant que, plus la baisse d'impôts touche un public large, plus le risque de « saupoudrage » grandit. Sauf surprise, cette nouvelle baisse d'impôts devrait bénéficier à moins de contribuables que celle de 2015, qui a fait 9,45 millions de gagnants (« Les Echos » du 4 septembre).

Autre écueil : si un trop grand nombre de contribuables sort de

Impôt sur le revenu : les foyers imposés

En millions de foyers, sur les revenus de l'année antérieure
* Proportion de foyers imposés



« LES ECHOS » / SOURCE : DORIP / PHOTO : RÉA

9,45

MILLIONS
Le nombre de ménages qui ont bénéficié de la baisse d'impôt en 2015.

L'impôt, cela renforce le sentiment de la minorité de Français qui restent imposés, même si tous les foyers paient de la CSG ou de la TVA. Une nouvelle mesure sur le barème de l'impôt sur le revenu risque de relancer le débat sur le consentement à l'impôt. Le ministre des Finances, Michel Sapin, a affirmé sa volonté de ramener le nom-

Bonnes recettes pour l'ISF

Le rendement de l'impôt sur la fortune est bien parti pour battre un nouveau record cette année. Les recettes de l'ISF ont augmenté de 17 %, à 3,291 milliards d'euros au premier semestre, selon des chiffres publiés par le site Tout-surlis.com et confirmés par Bercy. Une progression, plus rapide que la prévision faite en début d'année (+7 %), liée à la bonne tenue des prix de l'immobilier et aux rentrées de la cellule de régularisation. Ces données tiennent compte des versements de la part des patrimoines supérieurs à 2,57 millions d'euros, tenus de faire leur déclaration en juin. Pour les autres assujettis à l'ISF, dont le patrimoine est compris entre 1,3 et 2,57 millions, un nouveau constat sera fait fin septembre. Néanmoins, il n'est pas certain que Bercy revienne à la hausse sa projection de recettes pour l'ISF. « Nous sommes en ligne avec la prévision », y indique-t-on.

bre de contribuables imposables à son niveau de 2010. En fait, les estimations de Bercy pour 2015 montrent qu'on est déjà retombé à ce niveau à cette année. Entre 16,5 et 17 millions de Français étaient assujettis à l'impôt sur le revenu cette année, contre 16,8 millions en 2010. La mesure devrait dès lors viser avant tout à rendre l'impôt moins lourd pour les contribuables situés dans le bas du barème, avec notamment une « marche » à l'entrée qui sera moins haute et une pente moins forte ensuite. Une chose est sûre, les classes moyennes supérieures ne seront toujours pas concernées.

Dossier : impôts, la nouvelle promesse de Hollande
sur lesechos.fr

« Une des raisons du malaise, c'est que le cap n'est toujours pas clair »



INTERVIEW
PASCAL PERRINEAU
Politologue, professeur
à Sciences Po

Propos recueillis par
Pierre-Alain Furbury
p.furbury@lesechos.fr

Quel est, pour le chef de l'Etat, l'enjeu principal de sa conférence de presse ? C'est de donner, pour la dernière partie du quinquennat, une lisibilité à sa stratégie. Une des raisons du malaise des Français, c'est que le cap n'est toujours pas clair. On vient de le voir avec la crise des réfugiés. Après un long silence gêné, le président se rallie tout d'un coup à la solution des quotas de réfugiés avancée par Angela Merkel et la Commission européenne. Où est exactement François Hollande ? Il y a des effets d'annonce sans que les Français soient capables de lire ce qu'il entend faire d'ici à 2017. On l'a vu, encore, à La Rochelle parmi les siens : la ligne Hollande n'est pas lisible, quand elle l'est, pour certains, elle ne convainc pas. Après le tout-fiscal, le chef de l'Etat a promis une baisse des impôts « *quoi qu'il arrive* ». Mais qui va être touché ? Comment va-t-elle être financée ? Il est urgent pour lui de dissiper le flou, qui renforce la difficulté des Français qui ont voté pour lui de décoder son projet et ses perspectives. S'il veut se donner la possibilité de revenir au cœur du jeu politique, il doit faire des choix. Et donc tourner définitivement le dos à la fameuse « synthèse ».

pouvoir présidentiel tel qu'il l'a pratiqué depuis 2012 et que c'est le seul terrain sur lequel les Français lui accordent un certain crédit.

Mais l'ampleur du rattrapage qu'il doit effectuer est vertigineuse, et reconquérir les couches populaires, sans lesquelles un candidat de gauche ne peut pas espérer gagner, ne sera pas aisé. Sans compter qu'il est rejeté par nombre d'alliés du Parti socialiste : seuls 30 % des sympathisants écologistes déclarent être satisfaits du président...

Sa situation est-elle plus compliquée que celle de Nicolas Sarkozy ?

Elles sont comparables. Tous deux auront du mal à rassembler leurs camps. D'un côté comme de l'autre, les fractures sont profon-

« La ligne sociale-libérale portée par Emmanuel Macron et Manuel Valls fait son chemin, ce qui accroît les tensions et la fracture. »

des. Pour François Hollande, réduire le puzzle qu'est devenue la gauche française ne sera pas une mince affaire. Surtout qu'il a affaire à un électoralat plus divisé qu'il ne l'était en 2012. La ligne sociale-libérale portée par Emmanuel Macron et Manuel Valls fait son chemin, ce qui accroît les tensions et la fracture. Nicolas Sarkozy a lui aussi manqué à s'insérer. En dehors du noyau dur des électeurs de son parti, il peine à convaincre l'ensemble des électeurs de droite et du centre. Dans les sondages du premier tour de la prochaine présidentielle, il est deuxième, derrière Marine Le Pen mais avec une avance très faible sur François Hollande et Manuel Valls. Tout reste très ouvert.

Le président a-t-il raison d'annoncer un mea culpa sur ses débuts ?

Nicolas Sarkozy s'y était essayé, un peu tardivement. François Hollande, lui, le fait plus tôt. Mais il doit se méfier et faire très attention. Car c'est une stratégie à double tranchant. Les uns y verront une preuve d'honnêteté. Mais cela peut aussi être interprété comme un certain amoralisme. Dans la mesure où le chômage reste extrêmement élevé et où le redémarrage de la croissance est en dessous de celui de la zone euro, dire que l'on s'est trompé dans des choix lourds, expliquer qu'on aurait dû faire le contraire de ce que l'on a fait, c'est prendre le risque que cela soit perçu comme expliquant les mauvaises performances économiques.

L'intégralité de l'interview
sur lesechos.fr

Un effort budgétaire insuffisant l'an prochain

La baisse d'impôt va peser sur l'effort budgétaire structurel, qui devrait être inférieur aux 0,5 % de PIB promis en 2016.

Frédéric Schaeffer
f.schaeffer@lesechos.fr

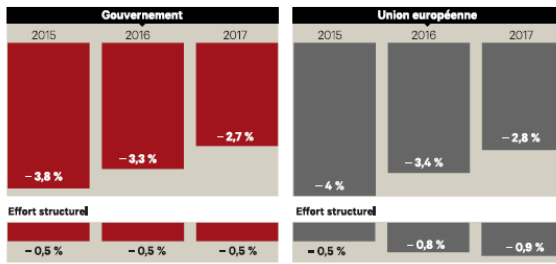
Il n'y a pas que les Français qui attendent des précisions sur le geste fiscal promis « *quoi qu'il arrive* » par François Hollande. La Commission européenne va également suivre avec attention les annonces du chef de l'Etat. Après avoir validé du bout des lèvres la trajectoire de déficit de la France avant l'été, Bruxelles attend avec impatience le projet de budget pour 2016. Présenté en Conseil des ministres le 30 septembre, le texte doit être transmis à la Commission mi-octobre, après quoi celle-ci aura jusqu'à la fin novembre pour faire sa recommandation.

Le 1^{er} juillet dernier, Bruxelles avait dit s'attendre à ce que la France respecte ses objectifs de déficit public en 2015 et 2016 (-3,8 % du PIB et -3,3 % respectivement), en dépit d'un effort budgétaire structurel inférieur à celui recommandé par la Commission. Dit autrement, la France mise principalement sur le retour de la croissance et la persistance de taux d'intérêt bas pour réduire son déficit, là où Bruxelles privilégierait la voir faire davantage d'économies. Elle conseille même à Paris d'affecter à la réduction du déficit d'éventuelles bonnes nouvelles sur le front des recettes fiscales...

La baisse d'impôt promise par Hollande pour 2016 ne va pas franchement dans ce sens. La mesure va

Les prévisions du déficit public français

En % du PIB



« LES ECHOS » / SOURCE : COMMISSION DES FINANCES DU SÉNAT

mécaniquement réduire de l'ordre de 2 milliards l'effort structurel en recettes. Bercy a beau promettre que la baisse d'impôt sera financée par de nouvelles économies, la tâche s'annonce très compliquée (« Les Echos » du 31 août).

La France sous surveillance

Du coup, l'ampleur de l'effort structurel promis par Paris pour 2016 se trouve fragilisée. Problème, la France s'était déjà contentée du minimum, en affichant au printemps un objectif d'ajustement structurel limité à 0,5 % de PIB pour 2016. Un objectif bien en deçà de l'effort de 0,8 % recommandé par Bruxelles (et obtenu qui plus est au prix d'une estimation de croissance

potentielle qui a fait tiquer le Haut Conseil des finances publiques).

Abaisser encore cet objectif, comme Paris devrait le faire, pourrait mal passer auprès de la Commission et de certains partenaires européens. « La stratégie d'assainissement des finances publiques françaises repose pour nous sur un scénario économique crédible mais nous pensons en même temps que l'effort de réduction des dépenses doit être aussi conforme à ce qui est recommandé à la France par ses partenaires », a insisté mardi dernier le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici. Et de juger « *absolument crucial* » que la France « *pourrait renforcer* » son effort de ré-

duction du déficit et de réformes.

Pour calmer les plus orthodoxes de la Commission, Paris ne cesse d'insister sur sa capacité à atteindre ses objectifs de déficit nominal. « Ils ne dépasseront pas 3 % de la richesse nationale en 2017 », a indiqué récemment François Hollande. « Ce qui est important pour la Commission est que nous soyons en dessous de 3 %, assure un proche du gouvernement. En tenant nos objectifs de déficits nominaux, Bruxelles n'a pas nous chercher des poux sur le déficit structurel même si l'effort en dépenses sera objectivement minime ».

En clair, Paris ne serait pas sanctionné à court terme. En revanche, si le déficit 2015 dérapait, la France serait fautive sur tous les tableaux...

« Accessibilité des lieux aux handicapés : le couperet se rapproche » - Les Echos

Accessibilité des lieux aux handicapés : le couperet se rapproche

SOCIÉTÉ

Les établissements recevant du public ont jusqu'au 27 septembre pour déposer leur programme de travaux.

A partir du 1^{er} octobre, ceux qui n'auront pas fait la démarche seront passibles d'une amende.

Solveig Godeluck
sgodeluck@lesechos.fr

« Plus belle la vie ensemble ». A partir de ce lundi, France Télévisions diffuse en prime time une déclinaison de sa série populaire, sur le thème de l'accessibilité des établissements recevant du public. On y verra des livreurs, des handicapés, des voyageurs chargés de bagages confrontés à la jungle urbaine. Vendredi, le Premier ministre, la ministre des Affaires sociales et la secrétaire d'Etat aux Personnes handicapées se sont mobilisés pour « lancer la campagne du gouvernement sur l'accessibilité universelle ».

Une initiative qui laisse de marbre Nicolas Mérylle, à l'Association des paralysés de France : « Ce qu'il fallait, c'est une vraie campagne de communication comme celles de la Sécurité routière », reproche-t-il. Selon lui, le gouvernement se réveille un peu tard pour inciter les entreprises et les services publics à se mettre en conformité : « Il ne reste plus que vingt jours pour déposer les agendas d'accessibilité programmée ! » rappelle-t-il.

Beaucoup de temps perdu

En effet, le 27 septembre, tous les établissements recevant du public devront avoir fourni la preuve qu'ils ont installé les rampes d'accès ou les ascenseurs nécessaires, ou bien qu'ils engagent des travaux, avec une estimation du coût, les moyens de financement et le calendrier. A partir du 1^{er} octobre, ceux qui n'auront pas fait la démarche seront passibles d'une amende allant jusqu'à 45.000 euros. « Nous allons porter plainte contre des collectivités ou des chaînes de magasins », menace Nicolas Mérylle.

Beaucoup de temps a déjà été perdu. En 2005, le législateur avait laissé dix ans au public et au privé pour s'adapter. Les progrès ont été minces, car 60 % des établisse-



60 % des établissements sont toujours inaccessibles aux personnes handicapées.
Photo Hamilton / RÉA

ments sont toujours inaccessibles aux handicapés. Il y a un an, le gouvernement a donc décidé de rallonger les délais de trois à neuf ans. Jusqu'à présent, on pouvait déroger à l'accessibilité pour protéger le patrimoine architectural, en cas de travaux disproportionnés, ou bien en l'absence de viabilité financière. Désormais, on peut aussi faire valoir un refus de travaux de la copropriété.

Les médecins protestent

Cela n'empêche pas certains professionnels d'être vent debout contre les normes d'accessibilité. Les hôteliers et les bailleurs sociaux se sont insurgés. Les syndicats de médecins en font un thème de leur campagne électorale. MG France explique que le généraliste dont le tarif de consultation est bloqué à 23 euros depuis cinq ans n'a pas les moyens de se payer un ascenseur. La CSMF, autre grand syndicat de médecins, réclame des délais et des moyens.

« Il aurait fallu des incitations fiscales et des dotations budgétaires spécifiques pour faire appliquer la loi », reconnaît Nicolas Mérylle.

Quoi qu'il en soit, les entrepreneurs de rez-de-chaussée que sont les artisans et les commerçants ont, eux, cessé de se plaindre. « Plus on aura de handicapés dans nos boutiques, plus on sera contents ! », explique le secrétaire général de l'Union professionnelle artisanale, Pierre Burban, qui se dit confiant dans le respect des délais. Et moque la lenteur avec laquelle la voirie et les transports publics s'adaptent. ■

« Numérique : le rapport qui bouscule le droit du travail » - Les Echos

Les Echos Lundi 7 septembre 2015

FRANCE // 05

Numérique : le rapport qui bouscule le droit du travail

SOCIAL

Le DRH d'Orange, Bruno Mettling, doit rendre mi-septembre son rapport à Myriam El Khomry.

Il remet en question le décompte horaire et veut élargir le concept de salariat.

*Leïla de Comarmond
lcomarmond@lesechos.fr*

Myriam El Khomry, la nouvelle ministre du Travail, ne va pas seulement être confrontée au défi de la baisse du chômage. Elle va devoir aussi résister à l'appétit de son collègue de l'Economie, Emmanuel Macron, qui a bien l'intention d'agir

sur la réforme du marché du travail. L'occasion va très vite se présenter d'évaluer le rapport de force entre les deux ministres. Jusqu'à présent, l'attention s'est concentrée sur le rapport que l'ancien directeur général du Travail, Jean-Denis Combrexelle, doit remettre mercredi à Manuel Valls concernant le renforcement de la place des accords collectifs dans le droit social. Mais une autre mission en cours de finalisation va aussi proposer de toucher au Code du travail. Il s'agit de celle confiée par François Rebsamen, le prédécesseur de Myriam El Khomry, à Bruno Mettling sur « la transformation numérique et la vie au travail ».

Le DRH d'Orange a bouclé son rapport et devrait le remettre mi-septembre rue de Grenelle. Mais son contenu intéresse aussi au plus haut point le ministre de l'Economie, qui pourrait bien s'en inspirer pour sa loi Macron 2. Dans la « version pro-

jet » datée de septembre dont « Les Echos » ont eu copie, plusieurs des 36 préconisations induisent une modification du Code du travail.

Au-delà des questions d'éducation et de formation, il traite en effet de l'enjeu des mutations du travail induites par le développement du numérique et en particulier des nouvelles formes d'emploi qui l'accompagnent. Bruno Mettling apporte d'ailleurs sa pierre à l'édifice du « compte personnel d'activité » créé par la loi Rebsamen, qui est, pour l'instant, une coquille vide. Cette loi préconise en effet de « construire un socle de droits attachés à la personne » que Bruno Mettling juge nécessaire de « ne pas cantonner aux seuls salariés ».

« L'entreprise étendue »

Plus globalement, il estime indispensable de « clarifier les situations respectives de salariat et de travailleur indépendant ». Le DRH propose ainsi d'élargir le concept de salariat « en s'appuyant sur de nouveaux indices, lesquels seraient issus d'une appréciation plus économique que juridique ». Degré d'autonomie du travail, décisionnaire de la rémunération, exclusivité des services du travailleur sont cités comme critères.

S'il se garde d'évoquer frontalement les 35 heures, le DRH vient remettre en question l'instrument



Gratier/Durier - Abagema.com pour Orange

Bruno Mettling, DRH d'Orange, rendra prochainement son rapport sur « la transformation numérique et la vie au travail ».

de mesure qu'est le décompte horaire. Il interroge en effet la notion de temps de travail, soulignant que « ce n'est plus un outil suffisant pour appréhender la contribution du salarié ». Il « doit impérativement être complété par l'évaluation de la charge de travail », dont la mesure devra faire l'objet d'une négociation, estime-t-il, appelant aussi à revoir les règles du télétravail.

Bruno Mettling recommande enfin de réfléchir à des mutations

plus globales, évoquant ce qu'il appelle l'« entreprise étendue ». « De plus en plus d'entreprises travaillent avec un écosystème d'acteurs [...] qui ne sont pas de simples sous-traitants mais dans une démarche d'innovation ouverte, de cocreation et/ou de coproduction » qui « peut amener à un décalage entre la communauté d'appartenance salariale et la communauté de travail au quotidien ». Des évolutions à « anticiper, accompagner ou orienter ».

« Le temps de travail n'est plus un outil suffisant pour appréhender la contribution du salarié. »

BRUNO METTLING

« 13 nouvelles « super régions » plus fortes oui mais... » - La Tribune

13 nouvelles « super régions » plus fortes, oui mais...

UNE RÉFORME EN MARCHÉ...

Au 1er janvier 2016, le nombre des régions métropolitaines passera de 22 à 13. D'ici le premier tour des élections régionales, le 6 décembre, La Tribune, média de l'économie des territoires, présentera chaque semaine le portrait de chaque nouvelle région et de ses enjeux à l'horizon 2020, terme du mandat des prochaines assemblées.

Au 1er janvier 2016, l'organisation territoriale française sera profondément chamboulée. L'Hexagone dira adieu à ses 22 anciennes régions, remplacées par 13 nouvelles super-Régions dotées de compétences accrues, définies dans le cadre de la loi portant « Nouvelle organisation territoriale de la République » (NOTRe), âprement discutée au Parlement durant des mois. Une nouvelle organisation censée donner un poids suffisant aux nouvelles régions pour qu'elles puissent s'affirmer économiquement dans le concert européen, à l'instar des Länder allemands qui ont manifestement servi de modèle.

De fait, avec leur taille et leurs nouvelles compétences les « super-Régions françaises » apparaissent mieux armées, sur le papier du moins. Avec la loi NOTRe, les Régions disposent ainsi de la compétence exclusive des aides aux entreprises. Il n'y a plus d'intervention économique propre des départements. Il revient aux Régions, en collaboration avec les autres collectivités locales cependant, de définir un schéma prenant en compte toutes les dimensions du développement économique de leur territoire.

MAÎTRISE DES TRANSPORTS ET AIDES AUX ENTREPRISES

Très concrètement, les Régions ont maintenant la haute main sur toute la chaîne des transports en dehors des agglomérations : gare routière, transports interurbains par car, transport scolaire, transport à la demande, ferroviaire (TER)... Les Régions sont aussi compétentes en matière d'aménagement du territoire, de formation professionnelle et d'apprentissage. En revanche, elles n'ont pas obtenu la gestion des collèges, qui reste l'apanage des départements. Les Régions continuent donc de ne gérer que les lycées. C'est la première grande différence avec les Länder allemands, qui eux ont la responsabilité de l'éducation, du primaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Ce sont même les Länder qui rémunèrent et recrutent les enseignants. La loi NOTRe marque également un premier pas vers la décentralisation de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. En effet, les Régions volontaires pourront se voir déléguer par 9,6 % l'État la coordination des acteurs du service public de l'emploi et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. En revanche, Pôle emploi reste dans le giron de l'État, au grand dam de l'Association des régions de France (ARF). En tout état de cause, avec un tel champ de compétences, les conseils régionaux vont disposer de réels pouvoirs.

C'est dans ce nouveau contexte qu'interviendront les prochaines élections régionales des 6 et 13 décembre. Actuellement, en métropole, la gauche détient l'ensemble des exécutifs régionaux, à l'exception de l'Alsace. Un quasi grand chelem qui, a priori, ne perdurera pas au lendemain du deuxième tour. Les nouveaux patrons de Régions sortis des urnes disposeront ensuite de cinq ans pour assurer le développement économique de leur territoire en fonction de leurs atouts respectifs. Mais, sans les ressources financières nécessaires, les Régions ne pourront pas assurer ce rôle moteur de relance qu'elles revendiquent.

DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES EN HAUSSE...

Cette question a donné lieu à une bataille de chiffonniers entre l'ARF et l'État. Alain Rousset, président PS de la Région Aquitaine et de l'ARF, réclamait que la part de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE, ex-taxe professionnelle, qui rapporte environ 16 milliards d'euros) allouée aux régions passe de 25 % à 70 %. Finalement, l'État a décidé de n'accorder « que » 50 % de la CVAE aux Régions, à compter de 2017. L'ARF fait contre mauvaise fortune bon cœur en estimant que ce surplus de recettes va permettre aux Régions de « bénéficier d'une fiscalité en cohérence avec leurs compétences et

leurs investissements en faveur des entreprises ». Reste qu'Alain Rousset n'est pas certain que ceci soit suffisant pour lui permettre de tenir son objectif de « tripler les 700 millions d'euros annuels d'aides actuellement distribuées aux entreprises. Nous pourrions ainsi créer jusqu'à 80 000 emplois et inverser la courbe du chômage ». Et c'est le même Alain Rousset qui aimait dire : « Avec 70 % de la CVAE, nous aurions une puissance dans nos interventions équivalente à celles des Länder allemands »... On n'y est donc pas.

Alors, ces nouvelles 13 super-Régions sont-elles réellement armées pour relever les défis ? Il est vrai qu'elles apparaissent comme « plus homogènes et avec des caractéristiques démographiques plus proches », comme le notait l'Insee dans sa dernière publication « La France des territoires » (« La France et ses territoires », collection Insee références). À l'avenir, aucune des nouvelles régions françaises continentales ne comportera moins de 2 millions d'habitants. Alors que c'était le cas auparavant, notamment pour le Limousin, la Basse-Normandie, la Champagne-Ardenne, etc. Derrière les deux très grandes régions l'Île-de-France avec 11,9 millions d'habitants et Rhône-Alpes/Auvergne, 7,6 millions -, suit un groupe de cinq régions de taille intermédiaire, comportant chacune cinq à six millions d'habitants (Nord-Pas-de-Calais/Picardie ; Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes ; Languedoc-Roussillon/Midi Pyrénées ; Alsace/Champagne-

Ardenne/Lorraine ; Provence-Alpes-Côte d'Azur).

QUE DEUX DE NOS RÉGIONS DANS LE « TOP 10 » DE L'UE

Au niveau économique aussi, la création de plus grandes régions dessine une carte où un nombre plus important de régions présente un poids économique intermédiaire (derrière l'Île-de-France qui pèse pour près de 30 % du PIB français), ce qui n'était auparavant le cas que pour Rhône-Alpes et Paca. Désormais, ces deux régions additionnées à quatre autres (Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes ; Nord-Pas-de-Calais/Picardie ; Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées ; Alsace/ Champagne-Ardenne/Lorraine) représentent près de la moitié du PIB national (47,7 %).

Certes, mais au classement des plus gros PIB régionaux européens, les régions françaises sont globalement à la traîne. En les comparant à l'Allemagne, à l'Espagne et à l'Italie, seules deux régions hexagonales apparaissent dans le « top 10 ». L'Île-de-France figure même à la première place, avec un PIB de plus de 610 milliards d'euros, devant trois Länder allemands et la Lombardie italienne. La nouvelle entité Rhône-Alpes/Auvergne, avec un PIB cumulé de 230 milliards d'euros, se glisse à la septième place.

Mais, au-delà du PIB, ce qui compte pour permettre aux Régions d'agir, c'est le budget dont elles disposent et là, le retard français est considé-

nable. Globalement, les Régions françaises disposent d'un budget égal à 28,7 milliards d'euros. Une somme qui représente 12 % du budget total de l'ensemble des collectivités locales (233,5 milliards d'euros en 2013) et... 1 % du PIB national. En comparaison, en Allemagne, les Länder disposent d'une force de frappe d'environ 300 milliards d'euros, soit... 13 % du PIB national.

Ce n'est donc pas gagné. D'autant plus que la loi NOTRe n'a pas mis fin à ce qu'Alain Rousset dénomme le « mal français », c'est-à-dire cet amoncellement de structures parallèles qui, en réalité, rendent les mêmes services. D'où les lourdeurs administratives, les lenteurs dans la prise de décision. « Rien que pour les aides aux entreprises et la politique économique, l'État dispose de trois niveaux : la BPI, les diverses agences et les services déconcentrés de l'État. Et en plus il y a les Régions. Comment voulez-vous éviter les doublons avec ce système ? », constate Alain Rousset.

L'Association des Régions de France regrette que la loi NOTRe n'ait pas permis une nette clarification en matière d'accompagnement des PME. Les Régions ont davantage de possibilités, certes, mais il faudra sans doute attendre une nouvelle loi pour qu'elles soient enfin réellement maîtresses de leur destin... Mais est-ce vraiment la volonté de l'État jacobin français ? ■

par Par Jean-Christophe Chanut

« Les services déconcentrés s'adaptent à la nouvelle carte » - La Tribune

Les services déconcentrés de l'État s'adaptent à la nouvelle carte

LA QUÊTE DE NOUVEAUX ÉQUILIBRES

Le gouvernement a désigné les nouveaux « chefs-lieux » provisoires des nouvelles régions. Il n'y a pas de surprise. En revanche, la nouvelle organisation conduit l'État à supprimer des postes de préfets régionaux et de directeurs d'agence régionales de santé. Des mesures compensatoires sont prévues pour les villes perdant leur statut de préfecture régionale.

Le gouvernement ne s'est pas pris la tête. Lors du Conseil des ministres du 31 juillet, pour désigner les chefs-lieux des sept nouvelles régions qui se substitueront par regroupement le 1er janvier 2016 à seize régions actuelles (six autres restant inchangées), il a choisi les villes les plus peuplées des nouvelles régions. Sont donc élues : Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Rouen et Toulouse. Le chef-lieu de la région Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine, c'est-à-dire le lieu d'implantation de la future préfecture de région, avait déjà été fixé par la loi du 16 janvier 2015. Et, bien entendu, il s'agit de Strasbourg. Mais attention, comme le prévoyait la loi de janvier 2015 instituant 13 régions métropolitaines au lieu des 22 actuelles, ce choix des « capitales » n'est pas définitif. Les chefs-lieux définitifs seront fixés avant le 1er octobre 2016, après avis des conseils régionaux issus du renouvellement des assemblées qui interviendra lors des élections des 6 et 13 décembre prochains.

LES MAIRES CRAIGNENT DES PERTES D'EMPLOIS PUBLICS

Alors, bien sûr, il n'y a pas réellement de suspens. A priori, dans la quasi-majorité des cas, le siège du conseil régional (pouvoir décentralisé) coïncidera avec le siège de la préfecture -

ou, autrement appelé, chef-lieu - (du pouvoir déconcentré de l'État).

Mais il pourrait y avoir une ou deux exceptions, avec un partage des rôles. Ainsi, en Normandie, Hervé Morin, le chef de file de l'alliance « Les Républicains » /UDI a ouvertement plaidé pour que Rouen et Caen aient chacune des responsabilités.

Les sièges de la préfecture et du Conseil régional pourraient alors être potentiellement répartis entre les deux villes. Il en va de même en Bourgogne/Franche-Comté, entre Dijon et Besançon. Mais rien n'est moins sûr. En revanche, il est très peu probable que dans la nouvelle Région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon, Montpellier puisse rivaliser avec Toulouse pour obtenir l'un des deux sièges. Il est vrai que la fusion des régions va avoir un certain nombre de conséquences sur les actions déconcentrées de l'État, d'où la crainte des maires des anciennes préfectures de perdre des emplois publics et, par ricochet, que l'activité économique soit affectée.

COMPENSER LES EFFETS DU « DÉ-CLASSEMENT »

De fait, le Premier ministre Manuel Valls a été très clair. Dans chaque région fusionnée, il n'y aura, à partir de 2016, qu'un seul préfet de région, un seul recteur de région académique,

un seul directeur d'agence régionale de santé (ARS) et un seul directeur régional pour chaque réseau ministériel. Ce qui va conduire à faire disparaître neuf postes de préfets de région et de directeurs généraux d'ARS, ainsi que 63 postes de directeurs régionaux des administrations de l'État ainsi que leurs états-majors. Une phase transitoire est cependant prévue jusqu'en 2018.

Alors, les syndicats s'inquiètent des conséquences sur l'emploi public. Certes, depuis des mois, Manuel Valls a annoncé que la nouvelle carte régionale en place à compter du 1er janvier 2016 serait l'occasion de se livrer à une revue générale des missions déconcentrées de l'État afin d'harmoniser et de simplifier l'organisation.

Pour le Premier ministre, *in fine*, en tenant compte des mesures compensatoires qui vont être mises en place pour éviter de « vider » les anciennes préfectures, seuls environ 1000 agents sur trois ans (sur un total de 27 000 fonctionnaires d'État dans les régions) seront concernés par d'éventuelles mobilités géographiques. Le syndicat Force Ouvrière, lui, estime que 40 000 fonctionnaires au total (y compris les fonctionnaires régionaux, départementaux et communaux) seront concernés par les conséquences de la nouvelle organisation territoriale.

Mais Manuel Valls a cherché à calmer les esprits et a donc annoncé des mesures compensatoires pour « *conforter l'équilibre des territoires* ». Ainsi, depuis plusieurs mois, les sept « préfets configureurs », chargés de l'application de la réforme, ont mené un dialogue avec les élus locaux et les organisations syndicales pour élaborer un « *projet d'organisation régionale* ». Ce projet implique que la ville chef-lieu ne sera pas forcément le siège de toutes les directions déconcentrées en région de l'État. *In fine*, l'idée est que le tiers des sièges des directions régionales sera implanté hors chefs-lieux.

Par exemple, en Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes, le siège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sera localisé à Poitiers, tout comme la direction régionale de l'Insee, et non à Bordeaux. En Auvergne/ Rhône-Alpes, le siège de la direction régionale de l'agriculture

et de la forêt sera à Clermont-Ferrand et non pas à Lyon. Ou encore, en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées, le siège de la direction régionale des affaires culturelles, celui de la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociales ainsi que celui de la chambre régionale de la Cour des comptes seront à Montpellier.

Pas certain que cela suffise pour calmer Philippe Saurel (divers gauche, dissident du PS) le très actif maire de cette métropole, qui menace de constituer sa propre liste lors du scrutin régional de décembre. En Normandie, Caen devrait accueillir les directions régionales de l'Insee, de l'alimentation-agriculture-forêt et des affaires culturelles. D'autres mesures sont également prévues pour Amiens et Metz.

Enfin, l'instauration des treize nouvelles régions va obliger d'autres services et opérateurs de l'État à

s'organiser sur une base régionale... Ce qui n'était pas le cas jusqu'ici. Il s'agit notamment de Pôle Emploi, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Adem), l'Agence de service et de paiement (ASP), mais aussi d'institutions comme la Caisse des dépôts et consignations ou la Banque publique d'investissement (BPI).

Le tout dans le but si souvent annoncé de parvenir à « *une meilleure cohérence et harmonisation des politiques publiques* » et pour qu'il y ait « *plus d'efficacité, plus d'unité, plus de simplicité et plus de dialogue* ».

Si ces objectifs sont remplis, l'avenir le dira, une part importante du fameux « mal français » serait alors éradiqué. ■

par J.-C. C.

« Bercy va revoir à la hausse le coût du CICE en 2015 » - Le Figaro

Bercy va revoir à la hausse le coût du CICE en 2015

Les recettes fiscales nettes de l'État devraient être abaissées de plus d'un milliard par rapport aux prévisions.



Christian Eckert,
secrétaire d'État
au Budget, à
l'Assemblée. Photo : S. SORIANO/
LE FIGARO

BUDGET En pleine finalisation du projet de budget 2016, qui sera présenté le 30 septembre, le gouvernement est également en train d'affiner ses prévisions pour 2015. Ces chiffres sont attendus avec impatience, car tandis que les dépenses nouvelles, comme le plan pour l'agriculture, s'accumulent, les impôts rentrent mal. Le montant des recettes fiscales nettes de l'État devrait d'ailleurs être revu à la baisse « de plus d'un milliard d'euros » par rapport à la loi de finances initiale de 2015, votée en décembre dernier, a prévenu Christian Eckert, le secrétaire d'État au Budget, début juillet à l'Assemblée nationale.

Le ministre pouvait difficilement se montrer optimiste, au vu des résultats des six premiers mois. À fin juin, les recettes fiscales nettes de l'État affichent un recul de 1 % (par rapport à la même période en 2014), alors que, selon le budget voté, elles sont censées progresser de 1,7 % sur l'année.

La chute est spectaculaire (-35 %, contre un recul programmé à 4,5 % sur 12 mois) pour l'impôt sur les sociétés (IS). Pour le gouvernement, cette baisse s'explique par deux phénomènes, liés au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), qui fonctionne comme une ristourne d'IS. Tout d'abord, le taux du CICE a augmenté (de 4 % à 6 % de la masse salariale). Et les entreprises, qui sont plus au fait du dispositif, ont déposé leurs demandes plus tôt dans l'année. S'y ajoute enfin probablement un effet de rattrapage par rapport à l'an dernier, où le coût du CICE (6,5 milliards en réduction d'IS et restitutions) avait été inférieur à la somme anticipée (9,8 milliards).

Les services de Bercy vont donc « revoir à la hausse le coût du CICE pour 2015 », explique un conseiller, alors que 10 milliards ont été prévus dans le budget 2015. De cette révision découlera le chiffre des recettes d'IS,

que le ministère des Finances est également « en train d'actualiser ».

Nouvelles économies ?

Les rentrées de TVA ne sont pas non plus à la fête : elles n'ont progressé que de 300 millions au premier semestre, alors qu'elles doivent augmenter de 4,2 milliards sur l'année. Ce retard provient essentiellement d'une inflation plus faible que prévu. Conséquence, Bercy a « anticipé une moins-value sur la TVA par rapport à la loi de finances initiale ». Aucun mouvement inquiétant ne serait en revanche à signaler concernant l'impôt sur le revenu (+ 3 % au premier semestre).

Malgré ce contexte, Michel Sapin, le ministre des Finances, martèle, avec un optimisme déconcertant, que l'objectif de ramener l'ensemble des déficits publics à 3,8 % du PIB cette année sera atteint. Il est vrai que le gouvernement n'est pas resté passif : il a annoncé 4 milliards de baisses des dépenses supplémentaires, en plus des gels et annulations de crédits dans les ministères. Mais en toute logique, il va sans doute lui falloir trouver d'autres baisses de dépenses... ■

par Cyrille Pluyette @Cyrille-Pluyette

« Brèves » - Les Echos

EN FRANCE

INCENDIE MEURTIER LE SUSPECT MIS EN EXAMEN ET ÉCROUÉ À PARIS

Le suspect arrêté mercredi après le plus grave incendie depuis 2005 à Paris, qui a fait huit morts dans un immeuble du nord de la capitale, a été mis en examen et écroué samedi. Présenté par des sources proches du dossier comme un marginal ayant des antécédents psychiatriques et connu de la police pour des faits de petite délinquance, l'homme de trente-six ans a nié durant sa garde à vue être l'incendiaire.

VERSAILLES LA GRANDE SCULPTURE D'ANISH KAPOOR À NOUVEAU VANDALISÉE



La grande sculpture « Dirty Corner » de l'artiste Anish Kapoor installée dans les jardins du château de Versailles a été à nouveau vandalisée dimanche matin. Cette œuvre, une trompe d'acier à la connotation sexuelle évidente, déjà vandalisée en juin, a été recouverte d'inscriptions à la peinture blanche dont certaines à caractère antisémite, a précisé l'établissement.

SEINE-SAINT-DENIS TROIS BOMBES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE NEUTRALISÉES

Les démineurs ont été mobilisés dimanche sur un chantier de la SNCF à Noisy-le-Sec pour traiter trois engins explosifs de la Seconde Guerre mondiale. 8.000 habitants des communes de Noisy-le-Sec et Bobigny ont été contraints de quitter leur domicile. Le trafic a été suspendu sur la ligne 5 du métro et la ligne 1 du tramway. Un tronçon de la nationale 3 et la navigation sur le canal de l'Ourcq ont été interrompus.

EXPOSITION PRÈS DE 500.000 VISITEURS POUR « HARRY POTTER »

L'exposition « Harry Potter », consacrée à la célèbre saga signée J. K. Rowling, organisée à la Cité du cinéma, à Paris, a fermé ses portes dimanche après avoir accueilli près de 500.000 visiteurs. Depuis le 4 avril, les fans de la série, adaptée huit fois au cinéma, pouvaient découvrir sur plus de 2.000 m² les décors de Poudlard, la mythique école de sorcellerie, théâtre des aventures du jeune Harry Potter.

« RAINBOW WARRIOR » L'AGENT DE LA DGSE PRÉSENTE SES EXCUSES

Le nageur de combat de la DGSE qui a posé la charge explosive ayant fait couler le « Rainbow Warrior » en 1985 présente ses « excuses », notamment à la famille du photographe tué, dans une interview à Mediapart. Le colonel Jean-Luc Kister s'explique à visage découvert sur les détails de cette opération qui avait tourné au fiasco, dans cet entretien d'une heure intitulé « Le Dernier Secret de l'affaire Greenpeace » et réalisé dans le cadre d'une coopération avec la télévision publique néo-zélandaise.

À L'ÉTRANGER

MAROC LE PARTI ISLAMIQUE EMPORTE LES GRANDES VILLES

Le parti islamiste Justice et développement (PJD), mené par le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, est arrivé en tête samedi lors des élections au sein des conseils régionaux avec 174 sièges sur 678 (25,6 %). Il a également pris 15,9 % des sièges dans les communes, arrivant en troisième position mais en prenant la tête dans trois grandes villes, Casablanca, Rabat et Fès, la capitale spirituelle. Les prochaines élections législatives auront lieu en 2016.

GRANDE-BRETAGNE UN SONDAGE DÉFAVORABLE À L'EUROPE

Pour la première fois, un sondage a indiqué dimanche que les Britanniques voteraient pour une sortie de l'Union européenne lors du référendum qui aura lieu d'ici à la fin de 2017 au plus tard. 43 % des personnes interrogées par Internet pour le journal « Mail on Sunday » estiment que la Grande-Bretagne devrait quitter l'UE. 40 % préfèrent qu'elle y reste et les 17 % restants sont indécis. Les députés doivent examiner le projet de loi sur le référendum lundi.

YÉMEN BOMBARDEMENTS MEURTIER PAR LA COALITION



La coalition formée par l'Arabie saoudite a de nouveau bombardé dimanche des positions des rebelles houthis et des bases militaires à Sana'a, deux jours après la mort de 60 de ses hommes, dont 45 soldats émiratis, dans le centre du pays. Samedi, les raids de la coalition, considérés comme les plus violents depuis le début de la campagne aérienne fin mars, avaient coûté la vie à 24 civils, selon des sources médicales. Dimanche, ce bilan atteignait 27 morts.

MOLDAVIE LA RUE EXIGE LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT

Entre 50.000 et 100.000 manifestants se sont rassemblés dimanche en plein centre de Chisinau, la capitale moldave, pour exiger la démission du président Nicolae Timofti et la tenue d'une élection présidentielle anticipée. Ils l'accusent de ne pas lutter de manière efficace contre la corruption. Cette année, 1 milliard de dollars – soit un tiers du PIB de cette ex-république soviétique – ont disparu des coffres des trois banques principales du pays.

THAÏLANDE LA RÉFORME DE LA CONSTITUTION REJETÉE

Le projet de réforme de la Constitution thaïlandaise a été rejeté dimanche par le Conseil de réforme nommé par la junte. Une décision qui devrait entraîner un report des élections et de la restitution du pouvoir aux civils. Le gouvernement a un mois pour former un comité constitutionnel. Les partis jugeaient la réforme contraire aux principes démocratiques.

Le nouveau parti écologiste hors EELV sera présent aux régionales

POLITIQUE — Le nouveau parti écologiste que veulent former les deux ténors démissionnaires d'EELV sera présent aux régionales de décembre, a annoncé dimanche Jean-Vincent Placé, l'un des deux démissionnaires d'Europe Ecologie-Les Verts avec François de Rugy. « *Ce sera un parti politique [...], donc la logique c'est d'avoir des élus* », a expliqué le président des sénateurs écologistes, sur l'antenne de Radio J. « *Nous discutons région par région avec nos amis et nous avons des réunions dans les semaines à venir* », a-t-il déclaré.

Présidentielle 2017 : Hollande éliminé dès le premier tour, selon un sondage

ÉLECTIONS — François Hollande serait éliminé dès le premier tour de la présidentielle en 2017, selon un sondage Ifop pour RTL et « Le Figaro ». L'actuel chef de l'Etat arriverait troisième derrière Marine Le Pen (FN) et le candidat du parti Les Républicains quel qu'il soit, Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé. Dans les deux scénarios imaginés pour le sondage, François Hollande se place en troisième position, avec 19 % des intentions de vote. Avec Nicolas Sarkozy comme candidat des Républicains, la droite recueille 25 % des suffrages, tandis que la candidate du Front national arrive en tête avec 27 % des voix.

La confiance des ménages reste stable en août

CONJONCTURE — L'indicateur mesurant le moral des ménages en France est resté stable en août, à 93 points, a annoncé vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). La confiance des consommateurs reste ainsi inférieure à sa moyenne de longue période, qui est de 100 points, rappelle l'Insee. L'Institut établit cet indicateur à partir de divers soldes d'opinion divisés en deux grandes catégories : l'une portant sur la situation personnelle des ménages, l'autre sur leur perception de l'évolution économique générale. En août, l'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle, tant passée que future, est stable. Ils sont « *quasiment aussi nombreux qu'en juillet à considérer comme opportun de faire des achats importants* » (+1 point), selon l'Insee. Sur le contexte économique, « *les craintes des ménages concernant le chômage s'apaisent quelque peu* », avec un solde qui diminue de 3 points.

Fraude à la TVA : 14 milliards d'euros de manque à gagner en France

IMPÔT — Plus de 160 milliards d'euros de revenus au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'ont pas été perçus en 2013 en Europe en raison de fraude, d'optimisation fiscale, d'impayés ou d'erreurs statistiques, selon une étude publiée vendredi par la Commission européenne. Les plus importants manques à gagner concernent sans surprise les plus grandes économies européennes, l'Italie (47,5 milliards d'euros), l'Allemagne (24,8 milliards d'euros) et la France (14 milliards d'euros). « *Cette étude met une nouvelle fois en lumière le besoin de réformer plus en profondeur les systèmes de perception de la TVA au sein de l'UE* », a souligné Pierre Moscovici, le commissaire européen chargé de la Fiscalité, invitant les « *Etats membres à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales à tous les niveaux* ».

Devant le Parti radical, François Bayrou appelle à « la rupture »

POLITIQUE — Le président du Modem, François Bayrou, a plaidé dimanche devant les militants du Parti radical pour aller au-delà de « l'alternance », en prônant « une rupture » portée par « des gens équilibrés ». Lors du 115^e congrès du Parti radical, M. Bayrou a d'abord dit sa « *profonde émotion* » de s'exprimer dans une enceinte « *radicale* », ce qui n'avait pas été le cas depuis « *une décennie* ». Il a évoqué ses « *compagnons d'une longue marche* » et aussi adressé une « *pensée amicale* » à Jean-Louis Borloo qui présidait auparavant ce parti, une des composantes de l'UDI. « *L'alternance ne suffira pas* », a mis en garde François Bayrou. « *Notre pays a profondément besoin non seulement d'alternance, mais de rupture* », a-t-il dit.

« Recruter des étudiants motivés pour animer les nouvelles activités périscolaires » - La Gazette



PRATIQUES LOCALES

ÉDUCATION

Lille (Nord) • 228 700 hab.

Recruter des étudiants motivés pour animer les nouvelles activités périscolaires

Afin de faciliter le recrutement d'étudiants pour assurer l'animation des nouvelles activités périscolaires de ses 522 classes, la ville a signé un partenariat original avec entre autres l'université Lille 3.

Un casse-tête: le recrutement de personnes capables d'intervenir auprès des enfants des classes maternelles et élémentaires pour animer les nouveaux temps d'activités périscolaires s'avère compliqué pour les communes. Afin de pallier ces difficultés, la ville de Lille, où plus de 700 intervenants sont mobilisés pour ces activités, s'est rapprochée de l'université Lille 3 et lui a proposé un partenariat permettant notamment de faciliter le recrutement d'étudiants.

Sylvie Condette, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université Lille 3 et pilote du projet, explique: « Avec la directrice du projet éducatif de la ville, Hélène Hannot, nous avons élaboré un partenariat en plusieurs axes. Elle est issue de l'Éducation nationale, ce qui est très judicieux pour ce poste qui se situe à l'interface entre collectivité et État. »

Diffuser l'information

Un des axes du partenariat noué vise à faciliter la diffusion des annonces. Les offres destinées aux étudiants, à partir de la deuxième année de licence et si pos-



Plusieurs établissements d'enseignement supérieur lillois diffusent auprès de leurs étudiants les offres de la ville pour des postes d'animateur.

sible titulaires du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa), sont diffusées par l'université Lille 3, mais aussi par Lille 1, l'université catholique de Lille et l'école supérieure du professorat et de l'éducation (Espe). L'intervention sur un module d'activités périscolaires représente 14h/mois rémunérées environ 14 euros de l'heure. Un étudiant peut participer à plusieurs modules.

« Nous essayons autant que possible de mettre en cohérence les emplois du temps des étudiants avec leurs obligations scolaires. Quand ce n'est pas possible, les étudiants ne sont pas pénalisés », explique Sylvie Condette.

Ce travail permet aussi aux étudiants de valider une unité d'enseignement dédiée à l'esprit d'initiative. « Ce "bonus" est une motivation supplémentaire pour eux », souligne Martine Aubry, maire de la ville. Sylvie Condette ajoute: « Cet emploi est très formateur, en particulier pour les étudiants qui s'orientent vers des métiers de l'éducation. Certains en profitent d'ailleurs pour jouer les observateurs. Ils arrivent plus tôt pour assister au cours et ensuite ils prennent le relais. Arts, musique, sciences, etc.: selon leurs spécialités, ils peuvent choisir leur module. »

Patrick Pelayo, directeur de l'Espe, constate: « Que ce soit

BUDGET

3 M€ dont 1,5 M€ apportés par l'État et 300 000 € par la CAF. Reste à charge à la ville: 1,2 M€.

BILAN

Durant l'année scolaire 2014-2015, une trentaine d'étudiants ont profité du partenariat.

CONTACT

Charlotte Brun, maire adjointe déléguée aux politiques éducatives, email: cbrun@mairie-lille.fr

pour les activités périscolaire ou pour que nos étudiants puissent effectuer des stages d'encadrement, ces partenariats avec la ville fonctionnent très bien. Afin que les étudiants arrivent suffisamment préparés dans les classes, l'un des autres axes de partenariat concerne leur formation préalable spécifique: ainsi en juin 2014, une trentaine d'étudiants ont été formés pendant deux jours par l'université.

Mallette pédagogique

Pour continuer à se former par la suite, les intervenants ont également accès à une mallette pédagogique, à une plateforme collaborative permettant d'échanger ainsi qu'à plusieurs ressources communes du centre régional de documentation pédagogique.

Enfin, le partenariat porte aussi sur le suivi scientifique de l'impact de ces nouvelles activités périscolaires, notamment sur les relations entre les différentes personnes qui interviennent dans les établissements scolaires. « Nous avons déjà recueilli beaucoup de données », se félicite Sylvie Condette. *Emmanuelle Lesquel*

Des modules à la carte

VTT, théâtre ou programmation d'un robot... À Lille, durant l'année scolaire, chaque enfant a accès gratuitement à un parcours de trois modules, chacun composé de douze séances de 1h35. Le choix des 1116 modules disponibles a été réalisé en collaboration avec les directeurs d'école. « Nous avons aussi voulu veiller à créer un parcours "nouvelles activités périscolaires" cohérent tout au long de la scolarité », explique Charlotte Brun, adjointe déléguée aux politiques éducatives de la ville. Guy Charlot, directeur académique des services de l'Éducation nationale du Nord, ajoute: « Un travail de fond est mené à Lille en matière d'équité pour tous dès l'école maternelle. C'est l'un des rares endroits où j'ai pu voir ça. »

« Réfugiés : la mobilisation s'accélère » - Les Echos

Réfugiés : la mobilisation s'accélère

- Plus de 17.000 migrants sont arrivés en Allemagne en fin de semaine dernière.
- Les dirigeants politiques réagissent.

EUROPE

Virginie Robert
vrobert@lesechos.fr

Beaucoup d'émotion et quelques décisions. L'Europe – très divisée – est en train de se saisir sérieusement de la question des réfugiés, après la vague d'émotion qui a emporté les opinions publiques avec la photo d'un petit garçon syrien de trois ans décédé sur une plage turque. Deux fronts s'organisent. L'un, urgent, consiste à gérer l'accueil des réfugiés et à déterminer de nouvelles règles pour faire face à cet afflux migratoire. L'autre, plus lointain, vise à aller attaquer le mal à la source en accentuant les mesures offensives contre Daech en Syrie.

Les scènes d'exode se sont succédé en fin de semaine dernière, filmées par les caméras du monde entier. A pied, en bateau, en train ou en autocar, ils étaient encore des dizaines de milliers à essayer de franchir une frontière de l'Union européenne. Parfois aidés par les États : exceptionnellement, l'Autriche et la Hongrie (de façon sporadique) ont laissé le passage libre et même offert des moyens de transport.

Face à ce raz-de-marée – « une crise qui est là pour durer », selon Federica Mogherini, la chef de la diplomatie européenne –, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, doit s'exprimer mercredi sur son nouveau plan (lire ci-contre).

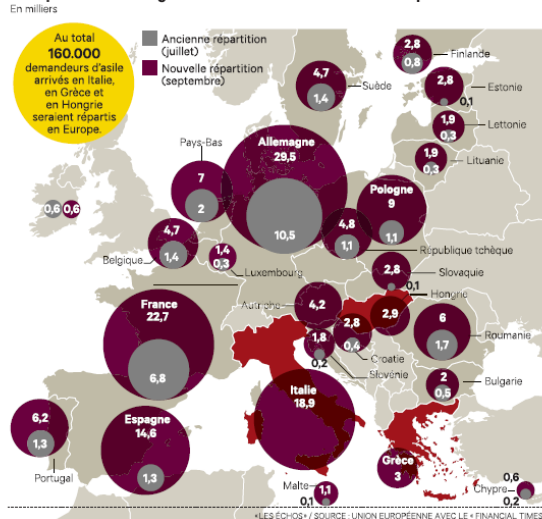
Dimanche, le pape a invité toutes les paroisses et communautés religieuses à accueillir une famille de réfugiés. Les manifestations de solidarité se sont multipliées. L'AS Roma va ainsi récolter des fonds pour les associations qui aident les demandeurs d'asile. En France, 66 artistes ont signé une pétition dans « Le Journal du dimanche », une manifestation a été organisée à Paris samedi et Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, a appelé les maires de France à une réunion le samedi 12 septembre.

Depuis vendredi, les dirigeants multiplient les déclarations. Angela Merkel et François Hollande sont désormais favorables à un système de répartition des demandeurs d'asile « permanent et obligatoire ». La chancelière allemande a d'ailleurs été critiquée par l'aile bavaroise de son parti. David Cameron, le Premier ministre britannique, a ouvert les portes de la Grande-Bretagne... aux seuls Syriens réfugiés dans les camps de l'ONU, sans préciser leur nombre. Une partie du budget britannique d'aide au développement sera utilisée à cet effet.

Centres d'accueil
Les divergences sur la façon de traiter la plus grande crise migratoire depuis 1945 se font aussi de plus en plus nettes. Les dirigeants tchèques, slovaques, hongrois et polonais rejettent toute idée de quotas et veulent la présentation de mesures « viables » lors de la réunion des ministres européens de l'Intérieur du 14 septembre. L'Autriche demande que cette dernière soit suivie d'un sommet exceptionnel des chefs d'Etat européens. Les ministres européens des Affaires étrangères, réunis samedi à Luxembourg, ont envisagé pour leur part la création de centres d'accueil pour réfugiés hors de l'Union européenne. Mais l'idée suscite beaucoup de réserves car cela exige d'énormes ressources.

L'autre front est celui d'un accroissement de l'offensive militaire contre Daech. Le mouvement terroriste islamiste qui a contribué à l'effondrement partiel de l'Irak et de la Syrie, entraînant des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés et d'exilés. Selon le « Sunday Times », David Cameron pourrait organiser un vote du Parlement début octobre pour autoriser des frappes aériennes en Syrie. La France, qui le fait déjà en Irak, envisage également de frapper en Syrie. Enfin, Vladimir Poutine, allié du président syrien Bachar al-Assad, agit lui aussi le spectre d'une intervention, pour la plus grande inquiétude des Américains, leaders de la coalition contre Daech. ■

La répartition envisageable des demandeurs d'asile en septembre



Paris envisage des frappes en Syrie

Cela fera bientôt un an que la France a lancé l'opération Chammal contre Daech en Irak. Selon « Le Monde », après le conseil restreint de défense de vendredi consacré à la lutte contre les djihadistes, François Hollande pourrait annoncer aujourd'hui, lors de sa conférence de presse, des frappes aériennes françaises en Syrie, à l'instar des Américains. Le président devrait préciser dans quelle proportion et avec quels objectifs.

Le plan de Bruxelles pour des quotas de réfugiés

La Commission européenne veut répartir 160.000 demandeurs d'asile arrivés en Italie, en Grèce et en Hongrie.

Renaud Honoré
rhonore@lesechos.fr
— Bureau de Bruxelles

Quatre mois après une première tentative qui avait suscité une levée de boucliers à l'Est, la Commission européenne va revenir à la charge mercredi pour tenter d'imposer un système de répartition des demandeurs d'asile permanent et obliga-

toire en Europe. Jean-Claude Juncker présentera, dans un discours au Parlement européen, les détails de ce plan dont les grandes lignes ont déjà été ébauchées.

● COMBIEN DE PERSONNES CONCERNÉES ?

Depuis quelques jours, les chiffres concernant les réfugiés dont l'Europe devrait assurer la répartition se bousculent : Donald Tusk, le président du Conseil européen, a évoqué « au moins 100.000 demandeurs d'asile », quand l'ONU a appelé vendredi à la prise en charge de quelque 200.000 personnes via

des quotas. Les chiffres évoqués à la Commission en fin de semaine dernière se situent dans cette fourchette : il s'agit de 120.000 réfugiés, en plus des 40.000 déjà proposés en mai, soit 160.000 au total. Sont concernés les demandeurs d'asile – en priorité syriens et érythréens – arrivés en Italie et en Grèce, mais aussi – c'est nouveau par rapport à mai – en Hongrie.

● QUELLE RÉPARTITION ENTRE ÉTATS ?

Les demandeurs d'asile de ces trois États devraient donc être transférés dans les autres pays membres de l'UE – sauf le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, qui sont en droit de ne pas participer à ce mécanisme. Pour les autres, la répartition devrait se faire en fonction d'un savant calcul dont les bases avaient été posées en mai. Un coefficient sera appliqué à chaque pays, en fonction de son nombre d'habitants, de son PIB, de son niveau de chômage et des efforts déjà consentis dans le passé pour l'accueil de réfugiés. Si le calcul reste le même qu'en mai, la France devrait accueillir jusqu'à 27.000 demandeurs d'asile au total – les chiffres variant beaucoup en fonction des estimations –, contre un peu moins de 7.000 prévus en mai. L'Allemagne sera la première destination, avec un niveau qui pourrait atteindre 35.000 personnes. Le pays qui refuserait de prendre sa part serait obligé de verser une aide financière en échange.

● CES MIGRANTS RESTERONT-ILS DANS LES PAYS OÙ ILS SONT ENVoyÉS ?

C'est l'un des principaux arguments de Viktor Orban, le Premier ministre hongrois : les quotas sont inefficaces, car un migrant envoyé en Slovaquie s'enfuira dès qu'il le pourra vers l'Allemagne. Un faux argument selon Bruxelles, qui rappelle qu'un réfugié à qui l'asile a été reconnu dans un pays doit y travailler et vivre au moins cinq ans. Intercepté en Allemagne, notre réfugié relocalisé en Slovaquie y serait renvoyé aussitôt. La création de « hot spots » (des centres d'accueil) doit permettre – outre de faire un tri entre migrants économiques et réfugiés – de prendre les empreintes digitales des arrivants, pour s'assurer que ces règles sont bien respectées. ■

« Les Européens tentent de trouver une réponse à la colère des agriculteurs » - Les Echos

Les Européens tentent de trouver une réponse à la colère des agriculteurs

AGRICULTURE

Les ministres de l'Agriculture des 28 en réunion à Bruxelles.

La Commission prépare un geste limité compte tenu de ses finances contraintes et des nouvelles priorités de la PAC.

Renaud Honoré
rhonore@lesechos.fr
— Bureau de Bruxelles

Les tracteurs continuent leurs périodes. Après Munich et Paris la semaine dernière, c'est au tour de Bruxelles de voir débarquer, ce lundi, une foule d'agriculteurs en colère venus d'un peu toute l'Europe. Un comité d'accueil pour les ministres européens de l'Agriculture, réunis ce jour dans la capitale européenne. Réclamée par la France, la réunion extraordinaire vise à trouver des solutions à la grave crise des prix que traverse le secteur (notamment le secteur du lait et de la viande porcine) depuis quelques mois. Des ambitions louables, mais qui se heurtent à la division des Vingt-Huit sur le sujet et aux contraintes nouvelles imposées par la réforme de la politique agricole commune (PAC) votée en 2013. « On a changé d'époque pour l'agriculture européenne, et nous vivons en direct la première crise de cette nouvelle PAC »,



Mis sous pression notamment par la France, Bruxelles devrait faire des propositions ce lundi pour le secteur du lait, qui se retrouve dans une situation de surproduction mondiale. Photo Damien Meyer/AFP

note une source européenne. Le diagnostic fait relativement consensus. Le secteur du lait se retrouve dans une situation de surproduction mondiale, au moment où la fin des quotas laitiers en Europe a entraîné une hausse de la production, tandis que la demande chinoise baissait et que les débouchés russes se tarissaient du fait de l'embargo. Ce dernier – voulu en représailles des sanctions prises par les Européens en réponse à la crise en Ukraine – a provoqué une déprime du marché de la viande porcine.

Face à ce phénomène, les Européens avancent divisés. Autour de la France, les pays du Sud (Espagne,

Les chiffres clefs

21 %

LA PART DE L'ALLEMAGNE
dans la collecte laitière de l'UE. Le pays est le plus gros producteur de lait en Europe.

2^e

LA PLACE DE LA FRANCE
Elle a produit 24 % de lait de moins que l'Allemagne en 2014.

Portugal, Italie...) réclament des mesures fortes pour faire remonter les prix. « Certains ont même suggéré mezza voce de rétablir les quotas laitiers », souligne un bon connaisseur du dossier. Ce pôle rencontre la résistance de pays beaucoup plus libéraux (Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, pays scandinaves), qui ne veulent pas entendre parler d'interventions publiques.

Pour compliquer encore les choses, la nouvelle PAC votée en 2013 vise à se rapprocher des conditions de marché et restreint les mécanismes de correction. « Le commissaire Phil Hogan ne veut pas déroger à cette philosophie à la première crise »,

estime une source européenne. Mis sous pression par la France et d'autres, le dirigeant irlandais devrait néanmoins faire des propositions ce lundi, notamment pour le secteur du lait. Toutefois, les négociations ont continué tout le week-end au sein de la Commission pour trancher en faveur de la solution la plus adaptée. « Les conséquences budgétaires ont été examinées à la loupe. Le budget européen est contraint, d'autant que la crise des migrants réclame également des fonds », souligne un diplomate.

Enveloppes d'aide nationale

Trois options étaient sur la table pour un coup de pouce financier au lait. La première consistait en un relèvement du plafond d'intervention de l'UE sur le lait en poudre et le beurre. Il s'agirait de revoir à la hausse le prix de 21 centimes par litre auquel les pouvoirs publics peuvent acheter les excédents pour les stocker, pour un niveau proche de 27 centimes (le coût moyen de production est de 25,7 centimes dans l'UE). Selon plusieurs sources, Phil Hogan n'est pas très favorable à cette solution. Une deuxième option consisterait à favoriser le stockage privé (en payant des acteurs privés).

Enfin, la troisième piste, peut-être la plus sérieuse, reviendrait à allouer des enveloppes d'aide nationale, notamment pour soulager directement la trésorerie des producteurs. Au-delà de ce coup de pouce financier, des mesures de moyen terme pour augmenter les débouchés du secteur devraient être proposées. ■

« Comment les pays de l'OCDE préparent l'avenir » - Les Echos

Indice de positivité 2015

Classement	score
1 Norvège	73
2 Suède	71
3 Pays-Bas	70
12 Allemagne	61
13 Etats-Unis	61
15 Royaume-Uni	58
18 France	51
29 Italie	41
30 Japon	40
32 Turquie	37
33 Hongrie	36
34 Grèce	32

« LES ECHOS » / SOURCE: POSITIVE ECONOMY FORUM

Comment les pays de l'OCDE préparent l'avenir

FORUM

Le Positive Economy Forum, qui se tient le week-end prochain, a élaboré un « indice de positivité ».

A niveaux de richesse et de développement comparables, il montre d'importantes disparités entre Etats.

C'est un instrument de mesure rare et pourtant particulièrement éclairant, au-delà des instantanés fournis par des indicateurs plus classiques comme le PIB : l'indice de

« positivité » des nations classe les pays de l'OCDE selon la manière dont ils préparent l'avenir et se préoccupent du sort des générations futures.

Il en ressort des divergences spectaculaires qui n'apparaissent pas lorsque l'on s'en tient aux seuls indicateurs de richesse : le Japon et l'Italie, par exemple, ont des scores presque deux fois inférieurs à ceux de la Suède ou de la Norvège.

Des divergences qui montrent que parmi des pays aux niveaux de développement et de richesse comparables, certains investissent fortement en faveur des générations futures, tandis que d'autres ont tendance à les « sacrifier ». Elaboré pour la troisième année consécutive par le Positive Economy

Forum, cet indice, qui mêle des indicateurs économiques, sociaux et sociétaux, révèle que les pays d'Europe du Nord, la Suisse, le Canada, la Nouvelle-Zélande ou encore l'Australie préparent le mieux l'avenir, tandis que la Grèce, la Hongrie, la Turquie et le Mexique figurent en queue de classement.

« Les pays vieillissants privilégient leurs seniors »

« La France se classe au milieu, à la 18^e place, mais sa position est fragile, explique Jacques Attali, qui est à l'origine de la démarche. Les performances françaises se dégradent en matière de reproduction des inégalités, d'écologie, de qualité de la démocratie. Le Royaume-Uni, l'Allemagne

et les Etats-Unis sont à peine mieux classés. « Les pays vieillissants ont tendance à privilégier leurs seniors et à sacrifier les générations montantes. Ils font preuve d'égoïsme. Le but de cet indice est aussi de mettre cela en évidence pour réorienter les politiques publiques. »

Avec son groupe Positive Planet, le nouveau nom de l'organisation de microfinance PlaNet Finance, Jacques Attali prépare également un indice de positivité des villes et des grandes entreprises. Ce dernier aura vocation à mesurer le caractère durable des activités d'une entreprise et, ainsi, à servir de référence pour les sociétés d'investissement désireuses de placer leurs fonds dans des activités durables. — N. B.

« La France se classe au milieu, à la 18^e place, mais sa position est fragile. »

JACQUES ATTALI
Economiste



À NOTER
La 4^e édition du Positive Economy Forum se tiendra au Havre du 16 au 19 septembre. 5.000 participants en provenance du monde entier sont attendus.